

Henryk Jabłoński

LES PRINCIPAUX GROUPES POLITIQUES DE LA SOCIÉTÉ POLO- NAISE AU TOURNANT DE 1918 ET 1919 *

II. REGROUPEMENTS POLITIQUES

1. Dans nos réflexions, c'est sciemment que nous nous sommes bornés jusqu'à présent à un seul problème: l'Etat bourgeois ou la révolution. Il est évident que ce n'était pas la seule ligne de partage. Vers la fin de la première guerre mondiale, la société polonaise était très divisée du point de vue politique et la défaite des pays occupants n'avait pas mis, et ne pouvait mettre fin à cet état de choses.

Il n'en est pas moins vrai que la nouvelle situation devait entraîner des changements très importants dans le tableau des groupements politiques, et cela aussi bien d'un côté que de l'autre de la principale ligne de partage. Avant tout — et cela se rattache aux considérations précédentes — le problème de la constitution d'un gouvernement national forçait les groupements apparentés à concentrer leurs forces ¹.

Nous connaissons fort bien la manière dont se sont déroulés les événements et nous n'allons pas nous arrêter pour rappeler comment s'est poursuivie la lutte pour le pouvoir et comment celui-ci s'est trouvé entre les mains du cabinet Moraczewski qui s'appuyait sur les mêmes groupements que le gouvernement de Lublin. Par contre, il est important de nous rendre compte des sérieux regroupements politiques que cette lutte entraîna — et ici, vu les limites de cette esquisse, l'auteur se voit forcé d'admettre que le lecteur connaît les programmes politiques des partis déployant leur activité pendant la première guerre mondiale.

* La première partie de cette étude a été publiée dans le tome II de notre revue.

¹ L'auteur du rapport du jour du 9 octobre 1918 du Ministère de l'Intérieur du Conseil de la Régence, ne se faisait pas d'illusions sur la situation politique telle qu'elle était le jour précédent, lorsqu'il écrivait: «Quatre centres aspirent actuellement au pouvoir: le gouvernement qui doit être créé par le Conseil de la Régence, la Démocratie Nationale, la gauche démocratique et le bolchévisme social-démocrate (Bibliothèque de l'Université Catholique de Lublin — Archives Stecki, Rapports du Min. de l'Int., dossier 577).

La suppression au sein des différentes orientations politiques du partage en zones d'occupation fut la première et, on pourrait dire, la plus naturelle manifestation des tendances à l'unification. Pour certains groupements la solution de ce problème était relativement simple, pour ne nommer que la démocratie nationale, le Parti Socialiste Polonais et le Parti Social-Démocrate de Galicie et de Silésie ainsi que le Parti Socialiste Polonais de la Pologne prussienne. Cependant, cela ne veut pas dire que le processus d'unification se soit opéré immédiatement, automatiquement et sans opposition. Il devait être précédé de formes intermédiaires, et, s'il s'agit du Parti Socialiste Polonais, son unification définitive qui mettait fin à son partage en trois organisations distinctes, ne s'est produite qu'à la fin du mois d'avril 1919. Cependant, le processus d'unification s'est poursuivi durant toute la période qui nous intéresse, et ses débuts datent même de l'époque antérieure au recouvrement de l'indépendance. Il est évident que ce processus allait de pair avec un autre — celui de la lutte qui, au sein de chacun de ces trois partis apparentés, s'est poursuivie pour l'idéologie de tout le mouvement socialiste en Pologne et l'orientation de sa politique.

Il y avait cependant des situations bien plus compliquées, lorsque la même base sociale et une idéologie apparentée rendaient possible le processus d'unification, alors que faisaient défaut les traditions de collaboration, ou que se manifestaient des divergences d'opinion ou des susceptibilités réciproques suscitées par une orientation différente adoptée pendant la guerre. Une telle situation s'est produite p. ex. dans les relations entre l'Union Nationale Ouvrière du Royaume et le Parti National des Ouvriers de la Pologne prussienne. L'histoire différente de ces partis, d'ailleurs apparentés sous de nombreux rapports, et leur activité non coordonnée en 1917—1918, ne contribuaient pas à renforcer leurs tendances à l'unification. Et ce qui plus est, le Parti National des Ouvriers dont les liens idéologiques avec le parti-père étaient beaucoup plus vivaces que ceux de la Ligue Nationale des Ouvriers, s'efforça tout d'abord de se rapprocher justement de la démocratie nationale, et non de la Ligue Nationale des Ouvriers. D'autre part, l'influence prépondérante du clergé au sein du Parti National des Ouvriers incitait ce Parti à se lier avec la démocratie chrétienne. C'est là l'explication de l'histoire, à première vue incompréhensible, de ce Parti en 1919, quand nous voyons ses députés tour à tour dans le bloc électoral dirigé par la démocratie nationale, ensuite dans la Ligue Nationale des Ouvriers, et enfin dans le Club National Chrétien des Ouvriers créé par l'union des démocrates chrétiens et des anciens membres du Parti National Ouvrier qui, auparavant, faisaient partie de l'Union Parlementaire Populaire-Nationale. Or tous ces changements se sont opérés pendant une période très courte, notamment avant la fin du mois de juillet 1919.

En même temps, au tournant des années 1918 et 1919, on peut déjà observer la tendance de certains partis à dépasser les limites de la zone d'occupation, à laquelle leur activité se bornait jusqu'alors. Il est évident qu'au début ils

pouvaient le faire avant tout en s'entendant avec les fractions idéologiquement apparentées d'autres partis, mais seul le Parti populiste «Piast» qui, pendant l'occupation, déployait son activité en Galicie et auquel s'était jointe une partie de la Fédération Populiste du Royaume, réalisa certains succès dans cette voie. Ajoutons que ce fait témoigne en même temps de la disparition des anciennes «orientations», propres aux différentes zones d'occupation. En effet, pendant la guerre, la Fédération Populiste avait un caractère activiste modéré, alors que le Parti Populiste «Piast» avait adopté une attitude très rapprochée de la démocratie nationale car, avec cette dernière, il faisait partie de l'Union des Partis pro-alliés.

Un trait encore plus caractéristique de cette époque, c'est la dissolution graduelle de nombreux groupements qui avaient joué un certain rôle pendant l'occupation et, n'ayant pas un appui social suffisamment large, devaient renoncer à le jouer lors des élections à la Diète, basées sur le scrutin universel et un système de vote proportionnel. Il y avait cependant deux solutions à ce problème: avant les élections à la Diète les petits partis fusionnaient en un bloc plus important, mais ensuite, leurs dirigeants s'efforçaient en général de les rendre indépendants comme par. ex. dans le cas de la démocratie chrétienne dont l'attitude n'a d'ailleurs pas été la même dans tout le pays, ou bien ils se dissolvaient, comme p. ex. l'Union de l'Indépendance Economique du Royaume ou le Centre des Propriétaires Fonciers de Grande-Pologne. Au moment de la défaite des puissances centrales la situation la plus mauvaise était celle des anciens partis activistes de Posnanie. Les plus modérés d'entre eux p. ex. la Ligue Nationale des Ouvriers ou la Fédération Populiste sortirent indemnes de la crise. D'autres cependant, comme p. ex. le Parti National ou le Club des Partisans de l'Etat Polonais dirigé par Władysław Studnicki — après une résistance plus ou moins longue — durent se décider à quitter l'arène politique, et leurs membres soit adhèrent à d'autres groupements, soit renoncèrent temporairement ou définitivement à la carrière politique.

Ces processus ne s'effectuaient pas sans heurts et certains groupements tentèrent même de se maintenir après l'échec de leur programme politique. Les discussions qui se poursuivaient au sein de la Ligue de l'Etat Polonais en sont un exemple typique. Ainsi p. ex. le 11 octobre 1918, lors de la réunion de l'actif de ce parti la constatation suivante fut faite: «l'échec de Kucharzewski c'est, dans une certaine mesure, l'échec de la Ligue, nous devons donc nous retirer de la politique pour un certain temps, mais nous sommes suffisamment modestes et présomptueux en même temps pour croire que, si nous sommes inutiles aujourd'hui, il n'est pas dit que dans 6 semaines nous n'aurons pas notre mot à dire». En même temps, on discutait le rêve irréalisable de créer par l'intermédiaire de la Ligue «le plus tôt possible un parti radical, progressiste, qui serait en mesure de combattre l'activité préjudiciable à la nation déployée par le Parti National Démocrate et de contrebalancer ce manque de maturité politique de la gauche.

Dans ce but, la Ligue convoqua des conférences avec les dirigeants politiques de la Galicie et de la Posnanie»².

C'étaient des plans écrits sur le sable car, de fait, la Ligue de l'Etat Polonais n'avait aucune possibilité de jouer un rôle quelconque et devait nécessairement se dissoudre, bien qu'elle eût réellement entrepris une grande action devant mobiliser les forces apparentées³, qu'elle se fût réorganisée et eût risqué sa participation aux élections (à Varsovie la liste N° 15), sans aucun succès d'ailleurs, parachevant ainsi sa défaite.

Il en était de même avec le Centre National que ne purent sauver les différents «pseudonymes» qu'il prit.

Les groupements des intellectuels, partisans de Piłsudski avaient des possibilités plus grandes de se maintenir, soutenus qu'ils étaient par le chef de l'Etat et le cabinet Moraczewski, mais eux aussi, furent incapables de tenir tête aux nouvelles conditions de la lutte politique⁴.

² Rapport du jour N° 234 du 18 octobre 1918 du Ministère de l'Intérieur (Bibliothèque de l'Université Catholique de Lublin — Archives Stecki, dossier 577).

³ Au mois de novembre 1918, alors que la Pologne était déjà indépendante, la Ligue de l'Etat Polonais s'unit au groupe de l'ancien Comité Démocratique en Russie (avec à sa tête Więckowski) et à d'autres groupes moins importants, formant ainsi un nouveau parti sous le nom d'Union Démocratique. Cependant, dès sa création, l'Union était déchirée par des querelles intestines au sujet de la tactique à adopter. Certains de ses membres tendaient vers l'alliance avec la Démocratie Nationale, alors que d'autres étaient prêts à un compromis avec le Parti Socialiste Polonais qui dirigeait le cabinet Moraczewski. Finalement, la discussion sur la déclaration politique du 23 novembre 1918 a eu pour résultat un compromis qui condamnait l'action anti-gouvernementale que la démocratie nationale poursuivait sous «diverses appellations en tendant à remplacer le cabinet du parti de gauche par un cabinet composé d'éléments nationalistes» qui, inévitablement, «mènerait à une révolution». En même temps, l'Union reconnut cependant «qu'il fallait tendre à reconstruire le cabinet actuel en attirant vers lui les représentants des courants politiques qui n'y avaient pas été admis, et qui pouvaient collaborer à l'édification d'une Pologne sincèrement démocratique et populaire». («Warszawskie Biuro Korespondencyjne» [«Bureau de Correspondence de Varsovie»], Rapport du jour du 25 novembre 1918).

⁴ Le parti de l'Indépendance Nationale avec à sa tête Artur Śliwiński et M^{me} Budzińska-Tylicka, s'efforçait de déployer une vive activité, surtout à Varsovie et à Łódź et aux environs de Łódź. A Varsovie ce parti avait même pris l'initiative de créer des conseils d'intellectuels organisés selon le modèle des conseils ouvriers. Ce projet suscita un assez grand intérêt dans certains milieux de fonctionnaires et d'employés, surtout dans ceux des employés du commerce. Le parti de l'Indépendance Nationale a su gagner à sa cause plusieurs organes de la presse, et le «Głos Polski» comptait même de nombreux lecteurs. Mais en général, malgré tous ces efforts, vers la moitié du mois de décembre ce parti ne comptait que quelque 300 membres à Varsovie, 200 à Łódź et 160 à Pabianice. Les groupes de ses membres à Lublin, Włocławek et dans d'autres villes étaient probablement moins nombreux. Le parti de l'Indépendance Nationale, de concert avec la Ligue Nationale des Ouvriers et le Parti Populiste Polonais «Wyzwolenie», faisaient partie de la Commission d'entente des Partis démocratiques du Royaume de Pologne qui était en contact avec le Parti Socialiste Polonais. Les résultats des élections ont cependant mis en question la raison d'être de ce groupement.

La période qui a suivi la fin de l'occupation était en même temps caractérisée par la création de nombreux groupes politiques éphémères, généralement très petits, créés le plus souvent par des partis plus importants dans des buts de diversion politique, ou par des activistes qui, ayant échoué sur un terrain, désiraient encore jouer un rôle sur un autre. De fait, tous ces groupes et groupements s'effritèrent dans le feu de la campagne électorale à la Diète⁵.

Cette campagne apporta en plus un élément nouveau dans la lutte politique sous forme de blocs facilitant le rapprochement et même la fusion de groupements politiques semblables, ce qui fut le cas de la démocratie nationale et de ses alliés du Cercle Politique International.

Cependant, avant d'aborder cette question, nous devons rappeler — autant que le permettent les documents très peu nombreux qui s'y rapportent, qu'au-dessus ou en dehors des partis il existait des organismes exerçant une grande influence sur la vie politique de ces temps. Mais auparavant nous devons souligner particulièrement qu'en attirant l'attention sur les tendances de consolidation qui, sans aucun doute, dominaient pendant la période en question, nous ne devons pas perdre de vue la complexité de la composition des divers groupements politiques, circonstance qui entraînait des luttes intestines, et même, dans certains cas, la formation de groupes séparatistes. Cependant, ce fait ne se manifesterait avec une acuité plus grande que plus tard, après les élections à la Diète.

Des contradictions internes se feront jour alors dans presque tous les partis politiques, ce qui, vu la situation spécifique de la Pologne à cette époque, ne saurait nous surprendre.

Cependant, toutes ces nombreuses tendances sont loin de mériter l'attention que l'on doit porter aux différents courants se manifestant pendant cette période au sein du Parti Socialiste Polonais. Ses luttes intestines devaient avoir une importance particulière parce que le premier cabinet formé par Piłsudski et appelé «populaire» s'appuyait sur une coalition du Parti Socialiste Polonais et du Parti Populiste Polonais «Wyzwolenie», et que son premier ministre était socialiste. Mais ce qui avait le plus d'importance, c'est que du résultat de ses conflits intérieurs dépendait en grande partie la répartition des forces politiques dans tout le mouvement ouvrier polonais. Ajoutons aussi que le Parti Socialiste Polo-

⁵ Particulièrement important était le nombre de divers groupements nationalistes extrémistes, du point de vue idéologique proches en principe de la démocratie nationale, mais aspirant à une lutte active pour arracher le pouvoir des mains de la coalition dirigée par le Parti Socialiste Polonais. Une aversion pour tout ce qui faisait partie de la gauche, même la plus modérée, un antisémitisme zoologique et, très souvent le cléricalisme sont caractéristiques de presque tous ces groupes quantitativement peu importants mais très actifs. Méritent avant tout d'être mentionnés ici le Parti de la Renaissance Nationale avec Dmowski à sa tête ainsi qu'une partie des «réalistes», base de l'attentat manqué de Januszajtis et de ses camarades contre le cabinet Moraczewski. Ce parti, même dans les milieux de la démocratie nationale, passait pour être peu sérieux, et c'est avec de grandes réserves qu'il avait été admis au Club politique des Partis.

nais de la Pologne prussienne n'exerçait qu'une influence très faible dans cette zone d'occupation, ce qui nous autorise à l'omettre dans nos considérations, bien que son activité n'ait pas été homogène. En appréciant également à leur juste valeur les tendances de gauche dans le Parti Social-Démocrate de Galicie et de Silésie, nous devons néanmoins reconnaître, que ce qui était le plus important à différents titres, c'est le rapport des forces au sein du Parti Socialiste Polonais de l'ancienne Pologne russe, avant tout parce que dans cette zone d'occupation existait un large mouvement communiste, et que c'est là que s'est développé le mouvement des Conseils des Délégués des Ouvriers, et que c'est justement sur le territoire de l'ancien Royaume de Pologne que pouvait être sérieusement prise en considération une «période de deux pouvoirs»⁶. Si des changements plus importants dans la formation des forces révolutionnaires survenaient ici, cela devrait nécessairement entraîner une libération plus complète des tendances révolutionnaires dans l'ancienne zone d'occupation autrichienne et la partie silésienne de la Pologne prussienne.

Dans le chapitre précédent, il a déjà été question des vains efforts des conseils des délégués des ouvriers d'organiser un centre directeur, et des conséquences de cet échec. On ne doit cependant pas oublier — sans vouloir excuser les erreurs commises par le mouvement communiste, alors en voie d'unification — que dans son ensemble le mouvement ouvrier était, dans une très grande mesure, paralysé par le seul fait de l'existence d'un gouvernement décidément antirévolutionnaire, mais passant aux yeux d'importantes masses populaires pour un gouvernement révolutionnaire. C'est pour cette raison que les points de vue différents sur le rôle du gouvernement qui s'affrontaient à l'intérieur du parti principal sur lequel s'appuyait ce gouvernement, avaient une importance capitale pour le développement de la situation.

L'historiographie polonaise ne s'est jamais sérieusement occupée de ce problème, et en lisant les publications officielles du Parti Socialiste Polonais, consacrées à l'histoire de cette époque, nous n'apprenons qu'une partie de la vérité ce qui déforme nettement notre appréciation de la situation telle qu'elle était en réalité. Dans ces conditions je ne peux avoir la prétention d'être très précis dans les remarques qu'il convient de faire ici à ce sujet. Il est cependant difficile de les passer sous silence ne serait-ce que parce qu'il est nécessaire d'indiquer les difficultés que devait envisager la fraction révolutionnaire du prolétariat polonais.

En appréciant de la manière la plus générale la situation à l'intérieur du Parti Socialiste Polonais sur les territoires de l'ancienne Pologne russe au mois

⁶ Ce qui ne veut pas dire que je fasse peu de cas des tendances révolutionnaires se faisant jour en dehors des frontières du Royaume, et illustrées ne serait-ce que par le fameux épisode de «la république de Tarnobrzeg». Cependant, ce n'était pas là que pouvait se former une force directrice principale à l'échelle du pays tout entier.

de novembre et de décembre 1919, nous distinguons clairement trois tendances. L'une d'elles, nettement orientée vers la droite, était représentée par la direction du Parti — le Comité Central Ouvrier du Parti Socialiste Polonais. Cependant, cette orientation n'était pas complètement homogène, car elle comprenait aussi bien des réformistes extrémistes, tendant à tout prix à paralyser l'action révolutionnaire en propageant le mot d'ordre de l'édification d'un Etat bourgeois et démocratique laïque et en promettant des avantages sociaux de plus en plus larges à la classe ouvrière, qu'un groupe de partisans idéologiques de Piłsudski qui, à cette époque, proclamaient le même mot d'ordre parce qu'ils croyaient que seule cette voie permettrait d'éviter la révolution sociale. Toutefois, ces derniers étaient prêts à renoncer, dans une grande mesure, au programme des réformes sociales qu'ils n'acceptaient alors que pour des raisons tactiques. Cela ne signifie pas, évidemment, qu'à cette époque on puisse les considérer comme des nationaux-démocrates, c'est certainement de bonne foi qu'ils combattent p.ex. l'antisémitisme, et c'est aussi de bonne foi que la plupart d'entre-eux désirent des élections parlementaires par voie de scrutin universel et des écoles laïques. Feliks Perl peut passer pour un représentant typique du premier groupe et Witold Jodko-Narkiewicz — du second.

Dans leur ensemble ces deux groupes orientés vers la droite tendaient à une politique étrangère aussi conforme que possible à celle des pays de l'Entente, et à une politique intérieure basée sur la lutte par voie parlementaire pour la prépondérance au sein de la Constituante (Diète législative), et s'opposaient à tout acte révolutionnaire en voulant limiter de plus en plus le rôle des conseils des délégués ouvriers, et, par tant contribuer à leur dissolution.

Les partisans des méthodes révolutionnaires constituent l'aile gauche du Parti Socialiste Polonais. Ils critiquent violemment la direction du parti et le gouvernement pour leur opportunisme et leur attitude conciliatrice envers la bourgeoisie et, partisans d'une entente avec l'Union Soviétique, ils sont les adversaires déclarés de l'Entente; ils rejettent le système parlementaire et veulent que le gouvernement s'appuie sur le Conseil Ouvrier Unifié où seraient représentés les mouvements d'inspiration socialiste. Ils soulignent particulièrement le problème de l'indépendance de la Pologne et voudraient que les Conseils représentassent les partis ouvriers conformément à leur influences réelles au sein du prolétariat polonais. Et enfin, à l'encontre de la droite du parti ils exigent que soit limitée la liberté d'association, de réunions et de presse des éléments contre-révolutionnaires, ils réclament l'instauration d'un tribunal révolutionnaire, etc. Tadeusz Źarski est le représentant le plus éminent de cette orientation.

Cependant, le programme de la gauche du Parti Socialiste Polonais n'est fixé définitivement qu'après les élections à la Diète, c'est-à-dire au moment où se manifestent clairement les tendances rétrogrades du deuxième groupe d'opposition envers la politique du Comité Central Ouvrier.

En outre, entre ces deux ailes se situait un centre assez important, faisant également partie de l'opposition par rapport à la direction du parti et qui, en novembre et au commencement de décembre avait soutenu la gauche, surtout lorsque celle-ci exigeait la proclamation de la dictature du «gouvernement populaire» et demandait que les ennemis du gouvernement soient reconnus comme étant des contre-révolutionnaires. Une telle attitude était représentée p.ex. par Kazimierz Pużak.

En présentant ces diverses orientations, nous nous sommes efforcés de donner un schéma des attitudes prises par les différents membres du Parti Socialiste Polonais. En pratique, nombre d'entre eux occupaient des positions intermédiaires, parfois indécises et variant au cours des discussions. Dans l'appréciation actuelle de la situation au sein du Parti Socialiste Polonais, nous avons plutôt affaire à des différenciations encore plus schématiques, car elles divisent le parti en gauche et en droite selon le principe: la droite (ou les modérés) appuyant la politique de la direction du parti et celle du gouvernement, et la gauche — opposée à la direction du parti. Le cours ultérieur des événements a cependant démontré que la différenciation intérieure de l'opposition était beaucoup plus importante que ne le croyaient les observateurs.

L'état actuel des recherches consacrées à cette période de l'histoire du mouvement ouvrier ne permet pas d'établir définitivement quelle était l'influence que les diverses tendances du Parti Socialiste Polonais ont exercée sur les masses des membres du parti. Les données ne manquent pas pourtant et elles nous indiquent avec beaucoup de précision la situation de certaines organisations du parti. Ainsi p. ex. il est incontestable que, dans plusieurs quartiers de Varsovie tels que Powązki et Praga, la gauche avait de fortes influences, et que ses membres comme p.ex. Źarski et Maciejowska y jouissaient d'une grande autorité, alors que dans d'autres quartiers, tels que Powiśle, c'étaient Jodko ou Rajmund Jaworowski, représentants de l'extrême droite, qui conservaient une grande popularité, et le climat politique de ce quartier était nettement opportuniste, étranger aux postulats d'une lutte poursuivie au moyen de méthodes révolutionnaires contre les ennemis du gouvernement, lutte exigée même par l'opposition du centre.⁷

⁷ Très significatif est p. ex. le fait que le 27 décembre 1918, le Comité Socialiste du Quartier Powiśle adressait au Comité Central Ouvrier du Parti Socialiste Polonais la lettre suivante: «Le Comité du Quartier Powiśle, qui exprime la volonté et le désir de tout le quartier, prie le Comité Central Ouvrier de mettre en tête de la liste des candidats à la Diète les camarades Jaworowski et Jodko, qui ont bien mérité du prolétariat de Varsovie. Le Comité du quartier serait heureux de voir le camarade Perl parmi les candidats de notre parti pour la ville de Varsovie, cependant il constate que les éléments hostiles à notre parti abusent de son nom à des fins démagogiques dirigées contre nous et il s'adresse au camarade Perl en le priant de retirer sa candidature afin de nous faciliter la campagne électorale». (Archives de l'Institut d'Histoire du Parti, Archives Centrales de la Section d'Organisation et de Propagande du Parti Socialiste Polonais, dossier 12). Il s'agit évidemment ici du fait que la droite nationaliste extrémiste attaquait Perl à cause de son origine juive.

Les partisans du Comité Central Ouvrier du Parti Socialiste Polonais devaient cependant recourir à de nombreux moyens, sans même reculer devant les répressions envers les membres récalcitrants de la gauche, pour briser à Varsovie l'opposition contre la direction du parti; en effet, les forces de l'opposition étant assez importantes, on pouvait craindre que la droite ne se maintînt pas au pouvoir dans le parti.⁸

⁸ La manière dont au début du mois de décembre s'est déroulée la Conférence Régionale de Varsovie du Parti Socialiste Polonais pouvait témoigner dans une certaine mesure de l'influence du Comité Central Ouvrier et de celle de l'opposition à Varsovie. Pendant toute la journée du 1^{er} décembre s'est poursuivie une discussion sur la situation politique, et cela nous permet de nous faire une idée assez précise aussi bien des opinions des délégués que des méthodes d'action des dirigeants du parti. L'élection du président de la conférence avait déjà démontré que les dirigeants du parti et ceux de l'opposition disposaient des mêmes forces. Witold Jodko, fort de l'appui officiel des dirigeants du parti, obtint 33 voix, alors que Kazimierz Pużak, le candidat de l'opposition, en obtint 32. Quand la gauche déclara sa volonté de voter au moyen de fiches, les représentants de la direction firent preuve d'une grande ingéniosité. Ils ne permirent pas qu'un tel vote eût lieu et la présidence fut confiée au représentant du Comité Central Ouvrier, le ministre Marian Malinowski (Wojtek) qui nomma les deux candidats — vice-présidents. Le rapport politique présenté par Jodko fut critiqué par une partie des délégués qui soulignaient avant tout que le rapporteur n'avait pas tenu compte des problèmes du prolétariat international.

Au cours de la discussion, Pużak présenta au nom de l'opposition une déclaration, dans laquelle il s'opposait à la politique de la droite consistant à convoquer une constituante qui aurait pour tâche de définir le régime et la politique de l'Etat polonais. La politique du Gouvernement Populaire — ajoutait Pużak — doit suivre la ligne de la formation des fondements révolutionnaires et, pour cette raison, le Gouvernement ne peut confier le sort du pays à une constituante dont il ne connaît pas l'orientation politique, et il doit, dès aujourd'hui, emprunter la voie de profondes réformes sociales. La résistance de la bourgeoisie doit être surmontée sans user de ménagements. Le gouvernement doit proclamer immédiatement « la dictature du gouvernement ouvrier et paysan ». Il doit proclamer contre-révolutionnaires tous ses ennemis, et il doit les priver de la liberté de réunion, d'association et de presse. Feliks Perl qui, avec le plus de force polémisait avec l'attitude de l'opposition, démontrait e. a. que « le Gouvernement ne pouvait provoquer une guerre, ni contre les Allemands, ni contre la Coalition. Nous devons accepter l'aide et l'appui de la Coalition pour autant que cela ne fasse pas de nous des esclaves. La motion de Pużak n'est qu'un bolchévisme inconséquent. Du reste, dans aucun cas ce n'est pas un programme pour le gouvernement actuel, qui n'est pas un gouvernement uniquement socialiste ». « Je crains — dit Perl — que par une politique imprudente nous ne facilitions à la réaction l'accès au pouvoir ». Finalement, Perl propose de convoquer une Commission qui élaborerait un projet de déclaration basé sur un compromis. La direction fit des concessions, en acceptant le projet de l'opposition comme base du texte de la déclaration, mais en effaçant tous les accents révolutionnaires. Le nouveau projet fut présenté par Zaremba. Alors l'opposition proposa trois amendements au nouveau projet: 1) proclamer la dictature du Gouvernement Populaire, 2) proclamer les ennemis du gouvernement comme contrerévolutionnaires, 3) les priver de toutes libertés. Au vote, le premier amendement obtint seulement une voix de majorité, et ne fut donc pas accepté n'ayant pas obtenu la majorité « prescrite », le second fut accepté à une grande majorité de voix, le troisième n'obtint pas la majorité de voix.

Malgré la victoire formelle de la droite, ce vote démontra cependant aussi bien la force de

D'ailleurs ce n'est pas seulement à Varsovie que le Parti Socialiste Polonais s'opposait décidément à la politique du Comité Central Ouvrier et du gouvernement Moraczewski. Du point de vue quantitatif la section de gauche du Parti Socialiste Polonais était également forte en province mais elle était moins bien organisée que dans la capitale, plus complexe et moins décidée. Cependant la politique de la direction, bien menée et pour laquelle tous les moyens étaient bons, finit par subordonner au Comité Central Ouvrier la majorité du centre, par paralyser sérieusement l'action de la gauche, et en ayant recours à différents stratagèmes s'assura une entière supériorité lors du Congrès du Parti Socialiste Polonais qui eut lieu au mois d'avril.

Sans vouloir entrer dans le détail des luttes au sein du Parti Socialiste Polonais, il faut dire cependant que la victoire définitive de sa fraction de droite sera un des éléments fondamentaux de la consolidation du pouvoir de la bourgeoisie dans le nouvel Etat polonais. Ajoutons encore que le processus de consolidation des forces de la bourgeoisie s'accroissait rapidement favorisé qu'il était par les organismes qui depuis longtemps existaient en dehors du parti.

2. Lorsqu'il est question dans la littérature scientifique et les mémoires ayant trait à la dernière phase de la I^{re} guerre mondiale, d'organisations existant en dehors des partis on a généralement en vue des organisations telles que le Cercle Politique des Partis du Royaume et l'Union des Partis en Galicie favorables à l'Entente, l'Union de l'Edification de l'Etat Polonais qui soutenait le Conseil de Régence, et la Commission d'Entente des Partis Démocratiques du Royaume de Pologne appelée couramment commission de Piłsudski.

Toutes ces organisations ont effectivement joué un rôle important, le même, d'ailleurs, que celui joué précédemment par d'autres organisations de coordination dans le genre du Comité Suprême National, du Comité Central National ou du Conseil National.⁹

Au moment où s'accroît la défaite des puissances centrales, l'influence de ces organisations diminue à l'exception de celle exercée par le Club Politique des Partis qui a joué un grand rôle dans la constitution du cabinet Świerzyński et, ensuite, a facilité la formation du bloc électoral dirigé par la démocratie nationale et la création d'un nouveau parti sous le nom d'Union Populaire Nationale.

¹ l'opposition que son manque d'union, dont témoignait le nombre différent de voix obtenues par les amendements respectifs. Les dirigeants du parti exploitèrent très habilement cette situation lors des élections au Comité Ouvrier Régional: sur 7 places, les représentants de la droite, avec Jodko à leur tête, en obtinrent 6. Au Comité Ouvrier Régional adhéra en outre un représentant de l'opposition — Pużak, qu'on ne peut cependant compter au nombre des membres du groupe de gauche. (Toutes les citations d'après le compte rendu de «Warszawskie Biuro Korespondencyjne» [«Bureau de Correspondance de Varsovie»] du 3 décembre 1918).

⁹ Je traite plus au long de toutes ces organisations dans mon ouvrage. *Polityka PPS w czasie wojny 1914—1918*. [La politique du Parti Socialiste Polonais pendant la guerre 1914—1918], Varsovie 1958.

Cependant malgré cela, ce n'est pas le Club mais le Comité National Polonais à Paris, dont il a déjà été question ici, qui jouera le rôle d'organisme principal de ce courant politique.

Par contre, très important était le rôle que le Club Politique des Partis a joué dans la formation des groupes de combat armés avec la Garde Nationale à leur tête. Très vite, car déjà au mois d'août 1918, le Club Politique des Partis a créé un organisme spécial chargé de la lutte contre le bolchévisme et l'a confié à la direction du réaliste Tallen-Wilczewski. Il est à noter qu'au moment de la prise du pouvoir dans la capitale, la Garde Nationale devint la force armée de la municipalité de Varsovie.¹⁰

Je pense qu'à la lumière des remarques précédentes, il est inutile d'expliquer plus à fond les causes de l'échec de l'Union de l'Édification de l'État Polonais. Par contre, il me semble que certains malentendus existent au sujet de la Commission d'entente des Partis démocratiques du Royaume de Pologne. En effet, nous pouvons inscrire à son compte une grande activité de propagande déployée en 1918, mais il est difficile de lui attribuer la création du gouvernement provisoire de Lublin, d'autant plus que, déjà le 17 octobre 1918, le Parti Socialiste Polonais décida de se retirer de la Commission d'entente, en prétextant la nécessité d'avoir toute liberté de mener une politique révolutionnaire du prolétariat.¹¹

Mais nous ne comprendrons pas de nombreux phénomènes politiques de cette période si nous oublions deux fortes organisations secrètes: la Ligue Nationale, dirigée par Dmowski, et le Convent de l'Organisation A, de Piłsudski.

Nous ne savons que peu de choses sur ces organisations au tournant de 1918 et 1919; mais, premièrement il est déjà prouvé que par l'intermédiaire d'activistes connus l'«Organisation A» exerçait une grande influence sur les grands partis, tels que: le Parti Socialiste Polonais, le Parti Social-Démocrate et le Parti Populiste Polonais «Wyzwolenie», ainsi que sur les petits partis: l'Alliance des Partis Démocratiques et le Parti de l'Indépendance Nationale. Le Convent de l'Organisation A comptait aussi parmi ses membres des activistes du Parti Populiste «Piast». En outre — et cela a une importance particulière — le Convent dispo-

¹⁰ *Polityka PPS...* [*La politique du PSP...*], p. 470. Le rôle que la Garde Nationale a joué dans l'attentat de Januszajtis contre le cabinet Moraczewski n'est pas complètement éclairci. Quoi qu'il en soit, les sources de l'époque généralement bien informées prouvent sans équivoque que la Garde était en contact avec les conspirateurs («Warsz. Biuro Koresp.» du 8 janvier 1918).

¹¹ A. Ajnenkiel, dans l'article déjà cité ici, considère comme non tranchée la question de savoir si le Parti Socialiste Polonais «menaçait» seulement de quitter la Commission ou s'il l'a effectivement quittée. Selon moi, rien ne justifie ces doutes, puisque plusieurs sources en parlent, entre autres T. Filipowicz, qui est toujours bien informé. Tout au plus peut-on considérer comme non définie l'époque où cette menace a été réellement mise en exécution. Pendant la période dont il est question ici, il est certain que le Parti Socialiste Polonais ne fait plus partie de la Commission, bien qu'il collabore avec elle.

sait de la grande force que représentait l'Organisation Militaire Polonaise, dont le réseau était le plus développé dans le Royaume, mais qui avait aussi ses cellules en Russie et en Ukraine, et en 1918, se développait assez rapidement en Galicie. Je ne crois pas qu'on puisse mettre en doute que c'est précisément le Convent qui fut le vrai créateur du Gouvernement Provisoire de la République Populaire de Pologne à Lublin. Les deux dirigeants du Convent en l'absence de Piłsudski: Śmigły Rydz et Moraczewski, disposaient de ce fait d'influences politiques que personne en Pologne ne pouvait alors négliger.

Après le retour de Piłsudski, le Convent retrouve son chef, et ses possibilités de jouer un des principaux rôles dans le pays s'accroissent considérablement. Il n'est donc pas surprenant, qu'au moment où, depuis plus d'une demi-année le cabinet Paderewski est au pouvoir, dans les entretiens confidentiels des «ligueurs» on dise déjà que l'organisation secrète de Piłsudski, appelée alors «l'Alliance de la Liberté», de concert avec la Ligue des officiers tient toute la Pologne dans sa main.¹² Il est d'ailleurs caractéristique de cette organisation qu'à côté de Piłsudski, on mentionne en tant que ses chefs e.a. J. Moraczewski, L. Wasilewski et J. Poniatowski, que nous connaissions déjà du temps de la guerre comme chefs éminents de l'Organisation A.

Cependant, afin d'éviter tout malentendu, il faut rappeler — ce qui est d'ailleurs connu — que tous les dirigeants marquants du Parti Socialiste Polonais ou de «Wyzwolenie» n'étaient pas membres de l'Organisation A, ce qui, à son tour, permet de conclure qu'il n'est pas toujours possible d'identifier l'attitude politique du Convent ou, plus tard celle de Piłsudski, avec l'attitude prise par les partis en question.

La Ligue Nationale disposait d'influences plus grandes encore et s'étendant incontestablement à toutes les trois zones d'occupation. Dans notre littérature scientifique il existe d'ailleurs à ce sujet de nombreux points qui n'ont pas encore été éclaircis.

Le plus souvent, on identifie la Ligue Nationale avec la Démocratie Nationale, ce qui ne répond nullement à la réalité.¹³

¹² Ossolineum, Papiery Rozwadowskich [Documents Rozwadowski], t. XIV, dossier 8010/II.

¹³ Après les événements de 1909 et 1910, la Ligue Nationale n'est plus une organisation aussi puissante qu'auparavant, surtout depuis que l'organisation de jeunesse «Zet» n'est plus sous sa tutelle et que n'en font plus partie des hommes politiques aussi éminents que Bukowiecki, Dziewulski, Simon et Ponikowski. Le nouveau Comité Central de la Ligue, élu en 1919, ne s'est pas non plus mis entièrement d'accord quant à la politique à adopter dans les différentes zones d'occupation. Il semble que le groupe le plus uni dans le Comité, était celui des représentants de la zone d'occupation russe (Dmowski, Balicki, Kozicki, Gościcki); M. Seyda, de la zone d'occupation prussienne, lui était très proche, mais déjà Stanisław Grabski, de la zone d'occupation autrichienne, avait des conceptions tactiques différentes. De fait, l'accord entre les différents points de vue n'est intervenu que quelques mois avant la guerre, notamment pendant le congrès du Conseil Général de la Ligue à Berlin, en 1914. Toutes ces difficultés intérieures ont considérablement affaibli la Ligue. De plus, les difficultés qu'avait

Il est hors de doute que la Ligue a fondé ce parti en tant que sa filiale, et que, par la suite elle y détenait toutes les fonctions-clefs, bien que toutes les personnalités connues de la Démocratie Nationale n'aient pas été membres de la Ligue. Il est vrai aussi que, par l'intermédiaire de la Démocratie Nationale, la Ligue avait de l'influence sur toutes les trois zones d'occupation. Cependant, son influence ne se bornait pas à cela. Mentionnons, à titre d'exemple, qu'elle avait ses partisans dans des groupements tels que l'Union Nationale en Galicie, et que pendant la guerre Stefan Surzycki, l'un de ses dirigeants, occupait dans la Ligue un poste très en vue. La situation de l'Union Nationale dans le Royaume était assez semblable; son porte-parole «Głos Lubelski» était l'organe de la Ligue. En Posnanie, la Ligue avait de l'influence sur le Parti Populaire National et avant tout sur le président de ce parti, l'abbé Antoni Ludwiczak. Et nous ne savons pas encore tout sur de nombreux militants politiques de cette période, pas plus que nous ne connaissons les liens d'organisation secrets qui les unissaient. D'ailleurs, il n'y a que peu de temps que nous avons accès aux archives qui peuvent nous renseigner sur l'appartenance à la Ligue d'activistes du Parti Populiste Polonais «Piast» aussi connus que Wincenty Witos, Włodzimierz Tetmajer et Józef Rączkowski rédacteur de «Piast». ¹⁴

L'influence de la Ligue était donc très étendue, et en prenant en considération les faits cités, il est aisé de comprendre pourquoi dans leurs comptes rendus, les ligueurs ont présenté la fameuse déclaration d'indépendance de Galicie, du 28 mai, comme la leur alors qu'officiellement elle était due avant tout à l'initiative de la Démocratie Nationale et de «Piast». Vers la fin de 1918, surtout après le retour de Piłsudski et au cours des mois qui suivirent, l'ambiance n'était pas favorable à la Ligue et celle-ci n'avait pas la possibilité de se placer à la tête du mouvement politique, exception faite de l'ancienne zone d'occupation prussienne. Il est évident que c'est la situation politique générale qui en décidait, et en premier lieu les tendances révolutionnaires des masses ouvrières. C'est surtout à cela qu'on doit attribuer la tactique d'expectative adoptée par Dmowski et son extrême tolérance envers la politique de Piłsudski, et aussi l'attitude de la Ligue, beaucoup plus modérée que celle des différents groupes nationalistes, moins étroitement liés avec elle.

Cela ne signifie pas, évidemment, que la Ligue ait renoncé à exercer son influence sur la formation du pouvoir dans le nouvel Etat polonais, qu'elle ait déposé les armes après la chute du cabinet Świeżyński ou qu'elle ait accepté la dictature du Convent, et n'ait pas voulu ensuite influencer sur la politique de

la Ligue pendant la guerre à entrer en communication avec les comités régionaux, contribuèrent également à désorganiser ses rangs. Son rôle n'en continuait pas moins d'être important, et l'arrivée de Stanisław Grabski à Varsovie, dès que la Pologne eut recouvré son indépendance — permit de renforcer sa direction.

¹⁴ Notes de J. Rozwadowski de 1919 (*ibidem*).

Piłsudski. Et enfin, cela ne signifie pas, qu'elle ait pu dominer tous les groupements qui dépendaient d'elle au point d'empêcher de nombreuses initiatives, dangereuses pour elle. Ce sujet très vaste doit cependant être traité séparément après avoir indiqué au préalable deux autres faits importants.¹⁵

3. Tout ce qui a été dit jusqu'à présent concerne la population polonaise, et il serait injuste de ne pas rappeler, même succinctement la situation politique des minorités nationales.

Nous n'avons ici en vue que les territoires qui, au printemps 1919, dépendaient du gouvernement polonais. Nous parlerons donc avant tout de la population juive, dispersée sur tout le territoire polonais, ensuite de la population allemande, moins nombreuse, et enfin des Biélorusses et, partiellement des Ukrainiens. Nous devons cependant éliminer ces derniers de nos considérations vu qu'à cette époque se poursuivait encore la guerre polono-ukrainienne. S'il s'agit des Biélorusses habitant la partie occidentale de leurs territoires ethniques, ils n'avaient pas de groupement politique présentant quel-

¹⁵ Dans ces considérations je passe sous silence la franc-maçonnerie, cette organisation dont on a plus d'une fois souligné la puissance, mais, en général, d'une manière qui ne disposait pas à la confiance. Les informations dont on pourrait tenir compte sont très rares et ne permettent pas de s'en faire une idée exacte. Il est certain que des liens existaient entre les francs-maçons polonais et les milieux de francs-maçons à l'étranger. Les francs-maçons polonais avaient probablement des points de contact avec la maçonnerie anglaise, mais pas aussi nombreux qu'auparavant bien que fondés sur la tradition. (En effet, depuis la moitié du XIX^e s. il y avait en Angleterre une institution qui prétendait jouer le rôle principal dans la franc-maçonnerie polonaise.). En outre, des liens plus nombreux l'unissaient à la maçonnerie française (des deux fractions) et russe, et pendant la I^{re} guerre mondiale des contacts plus suivis avaient été établis avec la maçonnerie italienne, ce dont témoigne la création à Rome de la loge «Polonia». Cependant, tout semble indiquer qu'Emil Kipa a raison quand il soutient que la maçonnerie n'a vraiment développé son activité en Pologne qu'en 1920. Il n'en est pas moins intéressant de remarquer qu'en général la propagande antimaçonnique du temps de la I^{re} guerre mondiale ne se trompe pas quand elle indique les hommes et les organisations politiques où le rôle directeur était assumé par des franc-maçons. Ainsi p. ex. le périodique «Machinacje masonów polskich» [«Machinations des francs-maçons polonais»], n° 1, août et n° 3, octobre 1917, indique deux partis comme étant entièrement dominés par la maçonnerie: l'Alliance des Partis Démocratiques et la Ligue de l'Etat Polonais. Cette thèse est partiellement confirmée par les noms des hommes qui jouaient dans ces partis un rôle dirigeant, et que des auteurs dignes de foi présentent comme d'éminents représentants de la maçonnerie. C'est ainsi p. ex. que E. Kipa soulignait l'activité maçonnique de Stanislaw Patek (pendant la I^{re} guerre mondiale l'un des dirigeants de l'Alliance des Partis Démocratiques — et Rafał Radziwiłłowicz — en ce temps, l'un des chefs de la Ligue de l'Etat Polonais). Il est cependant difficile de vérifier le rôle joué par les maçons des autres partis, et nombre de ces informations n'ont certainement rien de commun avec la vérité. Je n'estime pas cependant comme essentielle cette lacune dans le tableau des différentes opinions politiques de la société, car je ne suis pas enclin à surestimer le rôle politique de la franc-maçonnerie, bien que le rôle idéologique et social qu'elle a joué parmi l'intelligenza ne soit pas sans intérêt pour un historien. En outre, il est certain — comme cela résulte d'ailleurs de nos considérations — que l'importance des groupements politiques que nous avons dit être dominés par la franc-maçonnerie, déclina pendant la période dont nous nous occupons

que importance, et leur opinion publique commençait à peine à s'organiser. La minorité allemande se présente autrement dans l'ancienne zone d'occupation russe, et autrement dans la zone d'occupation prussienne, où l'attitude de cette partie de la population est fortement influencée par les luttes à main armée qui pendant quelque temps avaient mis aux prises la population polonaise et la population allemande. Par conséquent seule la population juive se trouvait dans ce qu'on pourrait appeler une situation normale. Et ici nous observons un nombre surprenant d'opinions politiques différentes. Une partie de la population d'origine juive s'est assimilée et subit l'influence de certains partis politiques, exception faite des partis nationalistes extrêmes. En outre, il existe de nombreux partis et groupements politiques juifs. Des grandes différences d'opinion de la population juive témoignent le nombre des listes juives présentées aux élections à la Diète. Ainsi p.ex. à Varsovie, sur 21 listes, 9 représentaient divers groupes politiques juifs. Si, en outre, nous tenons compte du fait que certaines listes polonaises avaient plutôt un caractère de manifestation, comme le «Centre Féminin» raillé au cours des polémiques précédant les élections, et que, parmi les partis juifs, le puissant «Bund» ne prenait pas part aux élections à Varsovie — ces différences d'opinion seraient mises en relief d'une manière encore plus éloquente. Il va de soi que ces différences d'opinion ont influé sur la force politique de cette partie de la population. Nous avons évidemment en vue non seulement les groupements dits bourgeois, mais aussi les groupements ouvriers. L'existence des trois partis ouvriers juifs (Bund, Poalej-Sjon et Fereinigte) qui, d'ailleurs, dans plusieurs régions se combattaient violemment, a certainement contribué à affaiblir leurs possibilités politiques.

4. Les regroupements qui s'opéraient alors, et tendaient en général — bien qu'en s'écartant parfois de ce principe — vers la concentration des forces sociales antirévolutionnaires, étaient dictés dans une grande mesure par la crainte qu'inspiraient les forces de la révolution. En examinant le problème du pouvoir central et de la répartition des forces au sein du Parti Socialiste Polonais nous avons déjà parlé de la situation difficile des deux partis de la gauche ouvrière. Nous devons toutefois noter à leur avantage qu'en tirant de justes conclusions de la nouvelle situation qu'entraînait la prochaine fin de la guerre, ils s'étaient rendu compte de la nécessité de hâter leur unification. Il sera cependant juste de souligner, que l'unification au mois de décembre 1918 de la Social-Démocratie du Royaume Polonais et de la Lituanie et du Parti Socialiste Polonais — fraction de gauche, et la création du Parti Ouvrier Communiste Polonais, avait de nombreux points qui n'étaient pas suffisamment mûrs du point de vue idéologique.

Cet état de choses fut évidemment préjudiciable à la dynamique de la lutte menée par le Parti Ouvrier Communiste Polonais. Nous pouvons donc observer des phénomènes tels qu'une critique approfondie de l'activité déployée par d'autres groupements et l'aptitude à démasquer toutes tentatives — de quel côté qu'elles viennent — visant à tromper la nation et que nous voyons en même

temps que, lorsqu'il s'agit du problème le plus important de la lutte pour le pouvoir et des rapports avec les paysans et aussi du problème national, l'activité positive du Parti Ouvrier Communiste Polonais n'est pas encore complètement libérée de ses anciennes erreurs. Ajoutons cependant, que dans une très grande mesure cette attitude était due à deux phénomènes : au manque de confiance en la possibilité d'inciter les masses ouvrières et paysannes à se joindre rapidement à une lutte organisée et, en même temps, à la conviction inébranlable que les mouvements révolutionnaires s'opérant dans tous les pays voisins de la Pologne, exerceraient une influence décisive sur un changement positif de sa situation. On peut observer cela sur de nombreux exemples, ne serait-ce que sur la forme de la propagande, où l'on parle beaucoup de la nécessité de lutter contre la bourgeoisie allemande, tchèque, hongroise et polonaise, alors qu'on ne dit presque rien de la manière dont il faut organiser la lutte contre la réaction et en particulier contre la réaction polonaise. On croyait avec optimisme que la révolution européenne ou, du moins, la révolution en Europe Centrale et Orientale, était proche, et que, dans ces conditions, tous les problèmes sociaux et nationaux trouveraient leur solution. Aucun des hommes politiques qui reprochaient au Parti Ouvrier Communiste Polonais son « nihilisme politique », n'y croyait réellement, mais il suffisait de juxtaposer habilement certains faits pour lui donner des apparences de vérité. Il est vrai que Lénine n'appréciait pas avec autant d'optimisme la situation en Pologne, lorsque, au mois de mars 1919 il la comparait à celle des mois d'août et de septembre 1917 en Russie et qu'il soulignait en même temps la force du réformisme dans le mouvement ouvrier polonais et le rôle de la propagande contre-révolutionnaire qui menaçait les ouvriers polonais du soi-disant chauvinisme de la Grande Russie, dissimulé sous le masque du communisme. Bientôt d'ailleurs, l'échec évident du mouvement révolutionnaire en Allemagne compliquera encore davantage cette situation. L'unification du mouvement ouvrier en Pologne aura pour conséquence d'intensifier sa lutte contre toutes les forces de la contre-révolution, une lutte qui aura tous les traits de l'héroïsme, mais qui, dans des conditions exceptionnellement difficiles et en égard à la grande force des ennemis et à ses propres erreurs sera menée en fait sans l'espoir de remporter rapidement la victoire. Dans ces conditions, les masses populaires de la Pologne devaient encore souffrir et lutter pendant longtemps, avant que survienne l'année 1944 — année de la libération, bien que vers la fin de 1918 cette victoire semblât être si proche. Cette affirmation ne serait pas pleinement prouvée si nous passions sous silence la caractéristique du rôle politique des premiers gouvernements polonais et des groupements qui les soutenaient.

La gauche ouvrière comprenait fort bien ce problème, puisqu'elle qualifiait aussi bien le gouvernement de Lublin que le « gouvernement populaire » de Moraczewski de variante polonaise du gouvernement Kerensky. « Nasza Trybuna », organe de la Social-Démocratie du Royaume de Pologne et de la Lituanie,

écrivait à ce propos le 29 novembre 1918; «La variante du gouvernement Kerensky en Pologne diffère d'ailleurs de son original en Russie en ce qu'elle n'a pas été engendrée par la révolution, mais par la crainte que lui inspirait la réaction». Et dans un autre article, le même quotidien écrivait en parlant du cabinet Moraczewski: «Le gouvernement loué par les membres de la fraction révolutionnaire du Parti Socialiste Polonais a de beaux programmes socialistes. Mais, ses actions conduisent par le chemin le plus court à un renforcement de la contre-révolution». Et c'était, certainement, la vérité, ayant d'ailleurs ses analogies dans d'autres pays, pour ne citer ici que l'exemple de l'Allemagne. Après plusieurs années, cette même opinion sera d'ailleurs répétée par des hommes professant des convictions différentes comme Mieczysław Niedziałkowski et l'archevêque Aleksander Kakowski, et, après eux, par bien d'autres qui souligneront que ce sont justement ces premiers cabinets, dirigés par des socialistes qui ont le mérite d'avoir «sauvé la Pologne menacée de révolution sociale». ¹⁶

¹⁶ Niedziałkowski, après avoir caractérisé la situation générale en Pologne vers la fin de 1918, dit que le Gouvernement Populaire Provisoire de Lublin, du fait même de son existence et grâce à son Manifeste et à l'enthousiasme qu'il a soulevé, a orienté fermement, virilement et irrévocablement l'édification de l'Etat vers la démocratie et, plus exactement, vers la démocratie parlementaire. «A Lublin, le 7 novembre 1918, on a porté un coup mortel au communisme polonais» dit Niedziałkowski. «Le travail du second Gouvernement Populaire, le décret du Chef de l'Etat du 28 novembre 1918 sur les élections à la Diète législative — en étaient déjà les conséquences». (*Demokracja parlamentarna w Polsce [Démocratie parlementaire en Pologne]*, Varsovie 1930, p. 13). Et, appréciant le rôle de son propre parti pendant cette période décisive, Niedziałkowski écrit: «Un mérite que personne ne peut contester au Parti Socialiste Polonais c'est que, en tant qu'ancien parti fortement organisé, et ayant une doctrine politique et sociale nettement définie il a orienté l'édification de l'Etat polonais vers la démocratie parlementaire, et non vers la dictature du prolétariat. De cette manière il a épargné à la Pologne le sort de la Russie.»

Si nous tenons compte non pas de la phraséologie mais du contenu réel de cette déclaration, il est difficile de ne pas donner raison à Niedziałkowski. D'une façon semblable s'exprimait aussi l'un des anciens régents, l'archevêque Aleksander Kakowski. Il faisait différentes réserves sur le cabinet Moraczewski, mais il n'a pas hésité à constater que les circonstances avaient forcé Piłsudski à former un gouvernement socialiste, le seul possible à cette période révolutionnaire, que le cabinet de Moraczewski avait rendu un grand service à la Pologne, en la préservant de la propagande communiste et même qu'à cette époque ce gouvernement avait été même très salutaire à la Pologne. Le cabinet Świeżyński aurait mené la Pologne vers l'anarchie («Niepodległość», t. XV).

Cette opinion était partagée par de nombreux dirigeants des groupements réactionnaires, même plusieurs années après les événements en question. Lors de la réunion de la section de Varsovie du Parti de la Droite Nationale, le 30 mai 1927, Jan Bobrzyński, un des conservateurs politiquement les plus actifs en Pologne, disait: «quoique ces premiers gouvernements aient été désastreux du point de vue législatif, administratif et économique, ils se sont cependant opposés efficacement par leur caractère décidément national à une plus grande expansion du bolchévisme en Pologne. Et pourtant cela se passait à l'époque, où, en dehors de la démocratie nationale — toujours radicalement partielle, démagogique et dépourvue de qualités constructives — tous les éléments de valeur de la société polonaise capitulèrent tout à coup,

La légende du passé révolutionnaire de Piłsudski et des partis qui lui donnaient leur appui, et aussi le langage politique dont on se servait alors y étaient pour beaucoup. C'est justement parce que Piłsudski devait assurer une opposition plus efficace contre la révolution que les régents et le gouvernement Świeżyński avaient tant insisté auprès des Allemands pour qu'il fût mis en liberté, c'est pour la même raison que le gouvernement Świeżyński tenait à avoir des représentants du Parti Socialiste Polonais dans son cabinet et c'est aussi pour cette même raison que le gouvernement national-démocrate commença à employer une phraséologie démocratique. Piłsudski se rendait parfaitement compte de toutes ces circonstances. Aussi, quelques années à peine après les événements de novembre 1918, lors d'une conférence faite à Cracovie, le 15 novembre 1924, dira-t-il, en parlant du « style » des premiers jours de la Seconde République: « La première chose qui nous frappe à cette époque, c'est la faiblesse qui s'exprime dans l'impossibilité de dire ce qu'on veut dire. L'horloge de l'histoire sonne l'heure de la Pologne. Et personne n'a la force de dire ce que sonne l'horloge. On dirait, que tous voudraient éviter d'exprimer ce qu'ils désirent, ce que chacun d'eux voudrait atteindre — que tous prennent la fuite comme moi lorsque je voulais m'échapper de Varsovie, où je fus retenu par le *Soldatenrat* lui-même. Tous ont recours aux demi-déclarations, aux demi-décisions. Le gouvernement — c'est "La Commission de Liquidation", le gouvernement — c'est le *Volksrat* de Poznań, le gouvernement — c'est le "Conseil de Régence" qui ne règne plus et, pendant la nuit, cède le pouvoir à quelqu'un d'autre, le gouvernement — ce sont des éphémérides qui, comme le gouvernement de Lublin n'apparaissent que pour disparaître quelques jours plus tard. Partout nous avons des demi-mots, des demi-mesures, des décisions partielles caractéristiques de la faiblesse générale ».

Piłsudski avait raison, bien qu'il ne désignât pas de par son nom celui qui était faible, et ne dit pas pourquoi il l'était. En effet, la bourgeoisie polonaise se sentait faible, elle n'avait pas le courage — non sans raison d'ailleurs — de dire ouvertement ce qu'elle voulait. De là sa nervosité, de là sa tendance à dissimuler ses buts réels sous des masques différents.

Mais Piłsudski avait également raison lorsqu'il indiquait le second trait caractéristique de l'attitude de la bourgeoisie polonaise: « Il y a encore un autre trait du style de cette période, complètement indépendant de nous. Nous nous plions à ce qui vient de l'extérieur. Il est caractéristique de cette époque que tous ceux qui étaient les adversaires de certains mots et les jugeaient parfois très sévèrement, commencent justement à s'en servir. Ils parlent donc des „gran-

éblouis par la perspective d'une patrie indépendante et démocratique, et effrayés par le spectre d'un radicalisme spécifique, menaçant en apparence mais, en réalité, guère dangereux ». (*Na drodze walki. Z dziejów odrodzenia myśli konserwatywnej w Polsce* [Sur la voie de la lutte. Histoire de la renaissance de la pensée conservatrice en Pologne], Varsovie 1928, p. 121).

des masses laborieuses”, de la “nécessité d’assurer la participation du peuple” à ceci ou à cela, de la “nécessité d’un pouvoir populaire”, ils en parlent — eux, les adversaires du “pouvoir populaire et des masses laborieuses”. Et il arrive même, qu’en haïssant ces termes, ils les approuvent tranquillement dans tous les actes officiels qu’ils signent. Je le répète, il serait difficile de soupçonner tous ceux qui ont signé les actes du “Conseil Populaire” de Poznań, d’avoir été épris des *Arbeiterrat* et des *Soldatenrat* et pourtant ils prononcent des mots liés à l’*Arbeiterrat* et au *Soldatenrat* et ils les signent de leur nom. Le cabinet Świeżyński fait d’ailleurs la même chose, dans ses proclamations il parle de la nécessité pour le gouvernement de s’imprégner des grandes idées des masses populaires, etc., etc., alors que précédemment personne ne soupçonnait ni Świeżyński ni son cabinet d’avoir de telles tendances.»

Piłsudski ne nourrit aucun doute quant à l’attitude réelle du cabinet présidé par Daszyński. «Quand je lis les proclamations pompeuses du “gouvernement de Lublin”, je doute qu’il ait jamais voulu réaliser tout ce qu’elles contenaient, tant il y a de définitions incompatibles avec son esprit, empruntées aux manifestes de tels ou tels autres gouvernements. Il n’y pas longtemps, avant de venir à Cracovie, j’ai parlé de certains traits du “Gouvernement de Lublin” avec le député Poniatowski qui en était le ministre de l’agriculture. C’est lui qui m’a appris, que le premier acte du gouvernement de Lublin n’avait d’autre but qu’un accord entre les propriétaires fonciers et leurs ouvriers agricoles en grève, ce gouvernement craignant en effet que la grève n’entraînât des difficultés d’approvisionnement. Après un entretien avec M. Stecki et d’autres propriétaires fonciers, il publia au moyen d’affiches, car il ne disposait pas d’autres possibilités de faire connaître ses décisions, que les ouvriers avaient repris le travail chez les propriétaires fonciers, chez ces mêmes propriétaires qu’il menaçait de je ne sais quoi dans ses proclamations. Ce système qui, en quelque sorte, forçait les hommes à se mentir à eux-mêmes est incontestablement le style de l’époque». Ces remarques se rapportent d’ailleurs tout autant au cabinet Moraczewski.

Piłsudski a raison pour autant que tel devait être le style de l’activité déployée par tous ceux qui voulaient écarter le peuple de la révolution.

Dans ces conditions, nous ne commettrons pas d’erreur si nous qualifions ces premiers gouvernements de «plénipotentiaires». C’est à eux, en effet, que la bourgeoisie confiait son propre sort, elle leur donnait pleins pouvoirs pour lutter au nom de ses intérêts les plus importants.

Mais il est vrai également que tous les groupements bourgeois ne donnaient pas aussi facilement leur accord à une telle solution. De nombreux hommes politiques de la bourgeoisie auraient préféré que les socialistes et les populistes collaborassent avec le gouvernement, estimant cela comme une garantie suffisante, mais à la rigueur ils admettaient temporairement une solution peu agréable, mais nécessaire. Et là, ajoutons-le, il est extrêmement caractéristique des milieux les plus influents de la bourgeoisie qu’ils consentirent à ce que la présidence au

conseil des ministres soit confiée à Moraczewski, chef politique du Convent, alors qu'ils avaient violemment attaqué la candidature de Daszyński au poste de premier ministre.¹⁷

Cet accord n'a d'ailleurs pas été de longue durée. Quand la bourgeoisie se ressaisit et put se convaincre que la situation générale lui était plus favorable qu'elle ne l'avait jugée tout d'abord, après quelques semaines elle provoqua la démission de Moraczewski et se décida d'avoir son propre cabinet, présidé par Paderewski¹⁸.

¹⁷ Il est caractéristique de Paderewski, qu'à son arrivée en Pologne il a accueilli d'une manière assez sceptique les premières manifestations en son honneur. Alors qu'on lui souhaitait la bienvenue à la gare de Sieradz il paraît qu'il a dit: «Je ne suis pas venu pour prendre les rênes de l'Etat, mais pour travailler avec d'autres pour la Pologne». («Warsz. Biuro Koresp.» Rapport du jour du 2 janvier 1918). Il était prêt à s'entendre avec Piłsudski et le gouvernement d'alors.

Représentant officiellement le bloc dirigé par la démocratie nationale, le Club Politique des Partis n'avait pas, il est vrai, une opinion unanime sur le cabinet Moraczewski, mais, bien que certains petits groupes qui en faisaient partie eussent attaqué violemment Piłsudski et le gouvernement, un des plus éminents dirigeants du Club des Partis — dont le nom n'est pas cité — affirmait dans une interview accordée vers la fin de novembre au «Bureau de Correspondance de Varsovie»: «En exprimant l'opinion de presque tout le peuple de notre pays et de la Posnanie, qui s'oppose très énergiquement à la dictature du Parti Socialiste Polonais, le Club des Partis combattra le présent gouvernement aussi longtemps que les députés de la zone d'occupation prussienne n'y seront représentés. Pour le moment le Club des Partis n'a pas l'intention de faire partie du gouvernement et transmet ses mandats aux représentants de la Posnanie. Si ces derniers entrent dans le gouvernement et y reçoivent une représentation convenable tant au point de vue quantitatif que qualitatif, les partis groupés dans le Club des Partis n'auront plus de raison pour rester dans l'opposition». De son côté, la rédaction du «Bureau» ajoutait un commentaire: «Il semble que les éléments les plus libéraux du Club des Partis (le Parti Progressiste Polonais) ne prennent pas trop au sérieux les alarmes de la démocratie nationale éveillés par le radicalisme social du présent gouvernement. Les fractions progressistes du Club reconnaissent que le programme du gouvernement est relativement prudent, et que ses postulats économiques méritent le soutien des éléments libéraux indépendamment de leurs convictions politiques». («Warsz. Biuro Koresp.» rapport du jour du 28 novembre 1918).

¹⁸ Il me semble être hors de doute que ni Stanisław Grabski, représentant officiel du Comité National Polonais de Paris à Varsovie et à la fois celui des autorités centrales de la Ligue Nationale — ni les dirigeants du Club des Partis, et encore moins Paderewski n'ont donné leur assentiment à l'attentat de janvier dirigé par Januszajtis. Par contre, ils l'auraient volontiers accepté s'il avait réussi. Néanmoins, immédiatement après l'échec de l'attentat une certaine consternation se fit sentir dans le Club, consternation d'ailleurs compréhensible, car certains observateurs favorables au gouvernement estimaient même que celui-ci en était sorti raffermi. Tout en observant une prudence nécessaire à l'égard du commentaire du «Bureau de Correspondance de Varsovie» du 7 janvier 1919, cela vaut la peine de le rappeler ici, ne serait-ce que parce qu'il exprime l'opinion des milieux proches de Piłsudski. Nous y lisons entre autres: «La nouvelle du coup d'état suscita une grande indignation dans les milieux ouvriers. On s'y préparait à une lutte ouverte à main armée pour la défense du gouvernement contre la réaction. Dans certains quartiers on avait déjà commencé à élever des barricades et on voulait désarmer l'armée (p.ex. quartier de Powązki). Les trams cessèrent de circuler en signe de protestation

Dans aucun cas cependant elle ne voulait renoncer à une force aussi précieuse pour elle que l'était Piłsudski, et pas seulement à cause de sa popularité. En

et la centrale électrique, l'usine de gaz et le service des eaux devaient se joindre à la grève. Ce n'est que grâce aux nouvelles rassurantes et aux directives du Comité Central Ouvrier du Parti Socialiste Polonais que ces mesures ne furent pas prises. L'attentat a démontré aux ouvriers que la bourgeoisie et la réaction ne voudront jamais accepter l'existence d'un gouvernement populaire, que ce gouvernement est en danger, et que, par conséquent il est nécessaire de se grouper autour de ce gouvernement pour le défendre. L'attentat a démontré aussi que le gouvernement est assez puissant pour étouffer dans l'oeuf les menées de la réaction. Cependant, le cours des événements et, avant tout, l'attitude du gouvernement à l'égard des auteurs de l'attentat et les mesures qu'il prendra pour affaiblir ses ennemis, exerceront leur influence, comme ils l'ont déjà exercée, sur les masses ouvrières, sauf sur celles groupées autour du Parti Socialiste Polonais. L'impression produite par l'attentat a été dès le commencement affaiblie par une nouvelle trompeuse publiée dans le supplément du "Kurier Poranny" et selon laquelle Piłsudski aurait donné l'ordre de mettre les auteurs du complot en liberté. Les communistes soulignaient ce fait en disant que le gouvernement sévissait contre eux, mais qu'il n'osait le faire contre la bourgeoisie, même lorsque celle-ci s'était ouvertement opposée au gouvernement les armes à la main, et qu'en mettant les prisonniers en liberté le gouvernement voulait encore s'assurer les bonnes grâces de la bourgeoisie. L'atmosphère s'améliora sensiblement quand on a su que les prisonniers étaient internés et surtout quand on réussit enfin à désarmer la garde nationale, détestée par de larges masses ouvrières. Ces masses ouvrières étaient persuadées que, conformément à sa dernière proclamation, le gouvernement punirait sévèrement les participants à l'attentat et que les officiers qui avaient dirigé le complot seraient condamnés à mort. On était de plus en plus convaincu que les actes de violence qui avaient alors eu lieu aussi bien à Varsovie qu'en province et étaient dirigés contre les ouvriers et les paysans, étaient provoqués par l'impunité des coupables de l'attentat, et que le seul moyen de prévenir d'autres événements qui susciteraient la haine des masses à l'égard du gouvernement et de l'armée, consisterait à décréter des peines sévères, alors que des peines légères infligées aux participants à l'attentat feraient une très mauvaise impression. La situation devint semblable à celle en Russie, lorsque les armées réactionnaires se soulevèrent contre le gouvernement de Kerensky et lorsque toute la classe ouvrière, sans excepter les bolchéviks, forma un seul front contre la réaction. Il est hors de doute que, s'il existait le danger d'un gouvernement national-démocrate, les communistes, ou du moins la majeure partie des ouvriers, auraient été prêts à défendre le gouvernement populaire, bien qu'il y eût des dirigeants communistes qui affirmaient qu'il aurait mieux valu instituer un gouvernement national-démocrate à la place du gouvernement réactionnaire. Pour toutes ces raisons, le coup d'État avait éminemment amélioré la situation créée par le «dimanche sanglant». Il avait été un événement profitable au Parti Socialiste Polonais, alors qu'il avait affaibli sensiblement l'influence des communistes.»

Si nous avons consacré ici tant d'attention à l'opinion très favorable au gouvernement Piłsudski-Moraczewski, c'est pour mieux présenter à sa lumière le fait que quelques jours plus tard ce gouvernement populaire a cédé la place au cabinet Paderewski. Quelques semaines auparavant, Perl avait mis en garde les participants à la Conférence de Varsovie du Parti Socialiste Polonais et leur avait conseillé la prudence, afin de ne pas faciliter à la réaction un coup d'État contre le gouvernement populaire. Pourtant, ce gouvernement céda sa place à un autre, sans rien faire pour se défendre. Dans ces conditions, se pose une question à laquelle, vu l'état actuel des recherches, il est d'ailleurs difficile de donner une réponse satisfaisante: n'est-ce-pas la crainte d'une intervention effective des masses pour sa défense qui a forcé ce gouvernement à démissionner peu de temps après avoir évité d'être aboli par des éléments radicalement réactionnaires?

effet, tant que Piłsudski restait le chef de l'Etat avec l'aide des hommes qui lui étaient dévoués, il tenait en échec les éléments trop ardents tant au sein du Parti Socialiste Polonais que dans la gauche paysanne. Après les élections à la Diète la bourgeoisie consolida finalement sa position bien que grand nombre de ses dirigeants aient considéré ce succès comme insuffisant.

III. LES ÉLECTIONS A LA DIÈTE

1. L'attitude des différents groupements politiques devant les élections à la Diète Législative qu'un décret du 29 novembre 1918 avait fixées au 26 janvier 1919 et auxquelles avait déjà procédé le gouvernement Paderewski, résultait de l'attitude prise en général envers l'Etat polonais, alors en voie de formation. Les groupements politiques de minorités nationales slaves prirent une attitude négative envers les élections, et il faut dire également que, par suite des opérations militaires qui se poursuivaient alors en Galicie Orientale, les élections n'eurent pas lieu dans cette région et les anciens députés au Conseil d'Etat autrichien et à la Diète de Galicie furent admis comme députés à la Diète polonaise. De même, par le décret du 7 février 1919, on régla temporairement la question de la représentation de la Pologne prussienne et ce n'est que lorsqu'une partie des territoires de l'ancienne zone prussienne fut libérée qu'on résolut de remplacer sa représentation par des députés nouvellement élus et qu'on décida de procéder le 1 juin 1919 à des élections dans 4 circonscriptions de Grande-Pologne (Mogilno, Gniezno, Poznań et Ostrów). La Haute-Silésie et la Poméranie (Prusse Occidentale) furent représentées par les anciens députés au parlement allemand. C'est séparément qu'eurent lieu les élections dans les circonscriptions de Suwałki (le 16 février), de Biała Podlaska (9 mars) ainsi que de Białystok et de Bielsk (15 juin). Nous ne tiendrons pas compte d'autres changements qui se sont opérés alors, car ils n'influent pas en principe sur la suite de nos considérations.

Négative était aussi l'attitude de la gauche ouvrière qui, au cours de la campagne électorale, s'était unifiée en formant le Parti Ouvrier Communiste Polonais. Le même jour où Piłsudski et Moraczewski publièrent un décret au sujet des élections à la Diète, c'est-à-dire le 29 novembre, la Social-Démocratie du Royaume de Pologne et de Lituanie fit une déclaration ayant trait au programme présenté par le gouvernement. Dans l'article paru alors dans «*Nasza Trybuna*» (n° 3), nous lisons: «... aujourd'hui, alors que les temps sont durs, il n'est pas difficile d'avoir des programmes rouges. Le Conseil de Régence promettait une Diète démocratique, le gouvernement Świeżyński — une république populaire, et la fameuse réunion à Cracovie des partis de Galicie, y compris les nationaux-démocrates, présentait un programme presque semblable à celui que Moraczewski nous soumet aujourd'hui. Cependant, ce n'est pas de la phraséologie des programmes qu'il s'agit. Ce qui importe, c'est l'activité réelle et les forces avec lesquelles on se lie.

Si le gouvernement de Monsieur Moraczewski n'avait pas lancé ses mots d'ordre révolutionnaires pour se moquer des gens et aussi par démagogie et s'il avait pensé sérieusement à les réaliser, il n'aurait pas remis leur sort entre les mains de la Constituante qui leur fera des funérailles de première classe, mais il aurait fait appel aux Conseils des Délégués des Ouvriers et des Paysans. On ne peut introduire des réformes révolutionnaires en se basant sur toute la "nation", sur le suffrage universel de toutes les classes, aussi bien sur celui des classes exploitantes que sur celui des classes exploitées. Monsieur Moraczewski le sait aussi bien que ses amis et son programme mise sur la crédulité humaine ».

La conviction que le caractère anti-révolutionnaire du gouvernement Pilsudski-Moraczewski, dès qu'il serait connu des masses, rendrait ce gouvernement «Kerensky» inutile à la bourgeoisie qui le remplacerait par un gouvernement ouvertement réactionnaire, un gouvernement «Kornilov», incitait la gauche ouvrière à tirer les conclusions suivantes: il faut boycotter les élections à la Diète et tendre à la dictature du prolétariat. Il faut cependant constater que, même sur les territoires du Royaume, les larges masses de la population surtout à la campagne, mais aussi dans les villes, se faisaient des illusions sur l'efficacité des élections à la Diète en tant que moyen «démocratique» de lutte pour le visage du nouvel Etat. Ceci se liait incontestablement avec une question non appréciée à sa juste valeur surtout par la Sociale Démocratie du Royaume de Pologne et de Lituanie et, ensuite, dans la première période, par le Parti Ouvrier Communiste Polonais, question pourtant extrêmement importante à cette époque, notamment avec le grand charme que pour les plus larges masses de la société polonaise avait alors le sentiment d'avoir son propre Etat qui, de la manière la plus tangible, mettait fin aux zones d'occupation et soulignait l'indépendance reconquise après un siècle et demi d'esclavage.¹⁹ Même les critiques les plus justes adressées au nouveau gouvernement et mettant en relief son caractère nuisible du point de vue des intérêts des masses laborieuses, même les constatations tout aussi justes sur la dépendance de la Pologne des puissances étrangères et du capital international ne pouvaient donner les résultats attendus si elles n'adoptaient que les mots d'ordre de la révolution sociale sans définir exactement l'attitude prise à l'égard de l'indépendance, et si, en général, au mot d'ordre d'un Etat on n'op-

¹⁹ Deux historiens du mouvement ouvrier polonais, bien plus compétents dans ce domaine que l'auteur de cet article, notamment J. Kowalski (*Rozwój ideologiczny KPRP 1918—1923* [Le développement idéologique du Parti Ouvrier Communiste Polonais 1918—1923], «Z pola walki», 1958, n° 4 et H. Malinowski (*Powstanie i pierwszy okres samodzielności KPRP* [La création et la première période de l'activité indépendante du Parti Ouvrier Communiste Polonais], Varsovie 1958) ont examiné récemment d'une manière très approfondie le problème de l'attitude que le Parti Ouvrier Communiste Polonais avait prise à l'égard de l'Etat polonais. Kowalski souligne particulièrement les conséquences de l'attitude du Parti Ouvrier Communiste Polonais pendant les premiers mois de l'existence de l'Etat polonais.

posait pas dans la pratique de l'Etat bourgeois une idée nette d'un Etat prolétaire et la définition des voies permettant d'y parvenir. Le problème des relations de cet Etat polonais avec d'autres Etats socialistes, avant tout avec la Russie soviétique, pouvait être bien compris par les masses de la population mais seulement à condition que l'attitude essentielle à l'égard du problème de l'indépendance soit résolue nettement et sans laisser la place à de libres interprétations.²⁰ Autrement il ne pouvait arriver que ce qui advint, à savoir que la propagande du boycottage des élections donna des résultats bien moins importants que ceux qu'on en attendait.²¹

Aux élections du 26 janvier, sur 34 circonscriptions électorales de l'ancienne zone d'occupation russe, le pourcentage le plus bas des votants, car ne dépassant pas 70% des électeurs, fut noté dans les circonscriptions suivantes: Sandomierz — 60,6% Varsovie — 68,6% et Lublin — 69,5%. Aux élections qui ont eu lieu à une date ultérieure, le nombre des votants était de 69,7% dans la circonscription de Biała Podlaska et de 60,2% dans celle de Bielsk.

²⁰ C'est avec raison que dans l'ouvrage mentionné Malinowski (*op. cit.*, p. 80—83), en voulant présenter l'attitude prise par le Parti Ouvrier Communiste Polonais à l'égard de l'Etat polonais, a puisé non seulement dans les documents officiels du Parti, mais aussi dans d'autres sources ce qui n'amointrit d'ailleurs pas l'erreur commise par le Parti Ouvrier Communiste Polonais, mais permet de démontrer irréfutablement que c'était un non-sens que d'accuser les communistes polonais de «nihilisme national». Une justification plus large des points de vue du parti sur la question nationale se trouve dans la brochure éditée en 1919 par le Comité Central du Parti Ouvrier Communiste Polonais sous le titre: *La Pologne est-elle vraiment libre et indépendante?* L'auteur indiquait que la Pologne n'était pas réellement libre et indépendante parce que la nation était esclave des propriétaires fonciers et des industriels. Cependant, lorsque le peuple sera conscient de ses buts et de ses forces, sonnera la dernière heure des gouvernements capitalistes qui vendent le pays aux capitalistes étrangers. Une Pologne vraiment libre ne sera créée que lorsque le pouvoir y sera exercé par les Conseils des Délégués des Ouvriers qui représentent la population travailleuse de toute la Pologne.

Entrant en polémique avec la démagogie chauvine de la bourgeoisie qui exigeait la création d'une «grande Pologne» — la brochure dit: «Nous, les communistes, nous rêvons aussi d'une grande Pologne, mais tout différente. Notre Pologne sera un grand chantier de travail, une grande association de travailleurs libres unissant leurs efforts pour le bien commun... Les usines, les terres, tout ce qui est nécessaire au travail et à la création constituera un bien commun... Ce sera là une Pologne vraiment grande parce que l'ordre et la justice y régneront et qu'il y aura du travail pour tous. Disparaîtront à tout jamais la misère et l'obscurantisme qui engendrent tous les crimes. Telle doit être la grande Pologne à laquelle nous aspirons et nous sommes certains qu'elle le sera, si pas pour nous, alors pour les générations à venir.»

Dans la brochure intitulée: *Les Conseils des Délégués des Ouvriers en danger*, éditée également par le Comité Central du Parti Ouvrier Communiste Polonais en 1919, nous lisons: «C'est maintenant qu'à Paris quelques représentants des grandes puissances décident de l'indépendance de la Pologne, de la Bohême, de la Yougoslavie et d'autres Etats. Et aux représentants de ces Etats indépendants, personne ne demande rien. Ce sont les autres qui décident de nos frontières, de leur longueur, etc. Nous, les communistes, nous protestons contre cet esclavage.»

²¹ Dignes d'intérêt sont les remarques de H. Malinowski à ce sujet (*op. cit.*, p. 85—87).

Les résultats obtenus dans ces deux dernières circonscriptions s'expliquent probablement dans une certaine mesure par l'attitude négative qu'une partie de la population non polonaise avait prise à l'égard des élections. Par contre, c'est différemment qu'il faut interpréter le faible nombre des votants dans la 24^e circonscription comprenant les districts de: Sandomierz, Ilza et Opatów. En effet, il y avait là de grands centres industriels et il est permis de supposer que la propagande de boycottage était ici particulièrement facile. Cette propagande a dû jouer un rôle important également à Varsovie et à Lublin, bien que ce ne fût pas toujours l'attitude de la gauche ouvrière qui influait sur celle des abstentionnistes. En tout cas, la différence qui existait entre la participation aux élections de la population de la ville de Lublin et celle de la population des autres régions de cette circonscription semble justifier cette supposition. Dans la ville de Lublin, en effet, le nombre des votants n'atteignit que 64,7% des électeurs.

Dans les deux villes mentionnées, c'est-à-dire à Varsovie et à Lublin, un certain rôle a dû également jouer le fait que le Bund n'avait pas présenté de liste à Varsovie et qu'il boycottait les élections, alors qu'à Lublin il s'était retiré de la campagne électorale après avoir présenté une liste qui, dans la ville même, n'obtint pas une seule voix.

Entre 70% et 75% de votants n'avaient que les circonscriptions de Sosnowiec (71,7%), Zamosć (71,7%), Suwałki (72,1%) où le pourcentage des votants était particulièrement bas dans la ville, et Radom (73,5%). Parmi les autres circonscriptions électorales il faut encore rappeler celle de Kalisz où le nombre des votants se montait à 79,7%, alors que dans la ville de Kalisz il n'était que de 72, 3%.

Les différences qui existaient entre certaines circonscriptions plus industrialisées et les autres qui l'étaient moins, et surtout le pourcentage de votants plus bas dans les villes que dans les villages environnants prouvent que l'attitude négative de la gauche révolutionnaire à l'égard des élections avait donné certains résultats. Il faut cependant constater qu'en général le pourcentage des votants était assez élevé dans l'ancien Royaume et que c'est à juste titre que les partisans de la «légalisation» des autorités centrales de l'Etat considéraient comme un grand succès les résultats obtenus, par exemple, à Łódź (79,1% de votants).

En Galicie occidentale et centrale où les élections avaient eu lieu, le nombre des votants était en général élevé. Une exception constitue la ville de Cracovie où n'avaient voté que 66,6% des électeurs. Ce cas est interprété actuellement non comme le résultat des forces de la gauche, mais comme celui de l'extrême droite qui, observant une attitude expectative, était forcée de se retirer de toute la campagne électorale. Il est possible qu'un certain rôle ait joué ici l'échec des négociations entre les conservateurs et la démocratie nationale qui avait rejeté l'aide financière qu'on lui avait proposée.

En Posnanie la situation était très spéciale et ici le boycottage de la part du Parti Ouvrier Communiste Polonais ne pouvait jouer aucun rôle. Nous examinerons donc le pourcentage des votants en même temps que le résultat des élections.

2. Nous avons déjà parlé du grand nombre des listes présentées aux élections à la Diète Législative, surtout dans l'ancienne zone de l'occupation russe, zone qui n'avait pas de tradition d'élections aussi larges. En outre, le principe de blocs constitués par les listes électorales qui était prévu par le système électoral, d'une part supposait la concentration des voix données aux listes apparentées et, d'autre part, facilitait la présentation des listes ayant un caractère de «diversion». La droite sociale avait largement recours à ce procédé en province et, afin d'obtenir des voix supplémentaires, elle présentait des listes dont les titres induisaient en erreur ou qui avançaient les noms des militants connus et pas compromis outre mesure par leur activité de droite. Ces voix, même si elles n'étaient pas très nombreuses, avaient leur poids lorsqu'elles étaient ajoutées à celles obtenues par un bloc.

C'est donc en tenant compte des particularités du système électoral que nous pouvons examiner aussi bien les listes électorales que les résultats du vote.

Les forces principales qui s'étaient présentées aux élections dans l'ancienne zone d'occupation russe étaient les suivantes:

1) le bloc organisé formellement par le Club Politique des Partis et, en fait, par la démocratie nationale. Il se présentait sous la firme du Comité Electoral National des Partis Démocratiques et plus tard, déjà comme parti il s'appellera Union Populaire Nationale (et au début, à la Diète: Union Parlementaire Populaire Nationale). Sur ses listes s'étaient trouvés avant tout les militants qui, jusqu'alors, avaient déployé leur activité dans le Club Politique des Partis dirigé, comme nous l'avons déjà dit, par la Ligue Nationale qui continuait à diriger l'Union Populaire Nationale lorsque celle-ci devint un nouveau parti politique vers la moitié de 1919. Un rôle auxiliaire par rapport à cette liste principale était joué dans les différentes circonscriptions par diverses listes locales;

2) la Fédération Populiste Polonaise, groupement qui ne s'était développé que pendant la dernière année de la guerre par suite du grand appui que lui accordait le clergé;

3) le Parti Populiste «Piast», qui s'efforçait avant tout à s'allier le groupe de Jan Dąbski et de Henryk Wyrzykowski de la Fédération Populiste Polonaise;

4) le Parti Populiste «Wyzwolenie»;

5) l'Union Nationale Ouvrière (se présentant sous des cryptonymes faciles à déchiffrer);

6) le Parti Socialiste Polonais, ainsi que plusieurs petits groupes, composés pour la plupart d'intellectuels et portant parfois des titres très pompeux. En outre, il y avait aussi les listes juives et allemandes.

Dans le Royaume, les résultats des élections étaient les suivants (% de voix):

le Comité Electoral National des Partis Démocratiques et les listes faisant partie du même bloc (qui, après la constitution de la Diète, s'appelle: Union Parlementaire Populaire Nationale)	45,48
le Parti Populiste «Wyzwolenie»	21,97
le Parti Socialiste Polonais	8,65
la Fédération Populiste Polonaise	4,90
l'Union Nationale Ouvrière	2,32
le Parti Populiste «Piast»	2,16
D'autres listes polonaises recueillirent au total 2% de voix.	

Parmi les groupements juifs, le plus grand nombre de voix obtinrent (en %):

1) les orthodoxes	2,36
2) les sionistes	1,37
3) le Parti Populaire Juif	1,63

Les partis ouvriers juifs obtinrent ensemble environ 1,25% de voix et les autres partis juifs qu'il est difficile de définir exactement, obtinrent au total environ 5% de voix.

Les listes allemandes étaient également nombreuses, mais aucune d'elles n'obtint même 1% de voix.

Le plus grand succès électoral dans l'ancien Royaume remporta l'Union Populaire Nationale et il faut souligner particulièrement celui qu'elle obtint parmi les paysans. Si on ne prenait en considération que les villes comptant plus de 10 000 habitants le tableau des forces se présenterait différemment,²² mais ici aussi la première place revint incontestablement à l'Union Populaire Nationale qui obtint 40,42% de voix, alors que le Parti Socialiste Polonais, qui occupait la deuxième place, n'obtint que 17,48% de voix et l'Union Nationale Ouvrière — 8,35% de voix. Les groupements juifs y obtinrent au total environ 27% de voix, et les groupements allemands — environ 3%. Les autres voix étaient réparties entre différents petits groupements urbains et des partis plus importants ayant leurs partisans surtout à la campagne, comme par exemple le Parti Populiste «Wyzwolenie» et le Parti Populiste «Piast».

Un aperçu plus précis du sort des petits groupements politiques connus par l'activité qu'ils avaient déployée au cours de la guerre, peut résulter avant tout de l'examen des élections à Varsovie où ces groupements étaient relativement les plus forts. C'est en effet ici qu'on avait présenté jusqu'à 21 listes électorales

²² Zduńska Wola, Międzyrzecz et Włodawa ne sont pas indiqués sur les listes des résultats.

et — ce qui est très caractéristique — les titres des listes ne répondaient nullement aux noms des partis que nous connaissons.

Comme nous l'avons déjà dit, les petits groupements faisant partie du Club Politique des Partis se trouvèrent dans l'Union Parlementaire Populaire Nationale bien que certains groupements et certains militants ne s'y sentissent guère à l'aise ce qui entraîna plus tard des frondes que nous examinerons dans la suite de cet article. Restaient les petits partis de l'ancienne Commission d'Entente des Partis Démocratiques et les groupements activistes. Ainsi, par exemple, le Parti de l'Indépendance Nationale présenta à Varsovie la liste N° 1 portant le nom compliqué de: «Groupe du Comité Electoral Unifié Révolutionnaire: Indépendance de la nation et libération du travail» et mentionnant à la première place son dirigeant — Artur Śliwiński. En outre, la liste des candidats contenait des noms connus, tels que: la doctoresse Justyna Budzińska-Tylicka, le professeur Stanisław Kalinowski, Aleksander Zelwerowicz, etc.

Cette liste fit bloc avec son ancienne partenaire de la Commission d'Entente, l'Alliance des Partis Démocratiques, se présentant sous le nom de «Comité Electoral Démocratique Central» (N° 3), avec à sa tête l'avocat Franciszek Paschalski.

A ce bloc se joignit en outre la liste N° 6 des «Employés» comprenant les employés du commerce.

Sur plus de 297 000 électeurs à Varsovie, ce bloc n'obtint pour ses 3 listes respectivement que 4208, 2157 et 669 voix et ne reçut aucun mandat.

Un autre groupement connu du temps de la guerre, la «Ligue de l'Etat Polonais» n'utilisa pas au cours des élections sa nouvelle appellation, mais se présenta aux élections en tant que «Intelligenza Démocratique» (liste N° 15), obtenant à peine 1322 voix et, en pratique, ne joua aucun rôle en dépit des grandes ambitions qu'elle nourrissait à la fin de l'année 1918.

La liste N° 21 qui ne portait aucun titre, était fort justement attribuée à l'ancien «Centre National» faisant partie de l'Union de l'Edification de l'Etat Polonais. Sur cette liste figuraient: Ludwik Kulczycki, Alfons Parczewski, le Dr Witold Chodźko et bien d'autres noms connus du temps de la guerre. Cette liste obtint au total 347 voix.

En dehors de Varsovie il faut encore mentionner la liste N° 6 de Łódź qui avait pour titre «Comité Electoral Démocratique Central» et ressemblait au bloc de Varsovie dont nous venons de parler et qui comprenait les listes N° 1, 3 et 6. Sur plus de 150 000 électeurs cette liste obtint 1156 voix qui n'étaient pas inutiles vu que cette liste faisait partie du bloc du Parti Socialiste Polonais.

En fin de compte, les élections dans l'ancienne zone de l'occupation russe démontrèrent définitivement qu'en pratique, les petits groupes ne pouvaient pas compter sur leurs traditions des temps de l'occupation et qu'ils ne sauraient jouer un rôle politique à la faveur des élections parlementaires. Certains de leurs

militants tirèrent d'ailleurs très rapidement des conclusions de cet état de choses en cherchant une place pour leur activité dans des partis plus importants.

En Galicie, la situation était différente parce que la tradition du suffrage universel y était plus ancienne, mais pour ce qui est des tendances générales, on peut dire qu'elles étaient identiques. De nombreux groupements politiques qui, auparavant, avaient joué un grand rôle en Galicie, n'exercèrent plus aucune influence après les élections. Cependant, ce n'est pas l'Union Populaire Nationale mais le Parti Populiste «Piast» qui remporta le plus grand succès lors des élections.

Les différents partis obtinrent ici le pourcentage suivant de voix:

le Parti Populiste «Piast»	34,01
le Parti Populiste «Wyzwolenie» (gauche)	19,36
le Parti Social-Démocrate	17,87
l'Union Populaire Nationale	10,54
le Parti Populaire Catholique	8,82

D'autres listes polonaises obtinrent ensemble un peu plus de 4% des voix. Les listes juives obtinrent plus de 5% des voix, dont plus de la moitié revenait aux sionistes.

Ainsi, des partis aussi importants dans la vie politique de la Galicie peu de temps auparavant que ceux des conservateurs de toutes les nuances et des «démocrates» quittèrent l'arène politique après les élections. Il est vrai que les députés de ces partis siégèrent à la Diète en tant que députés de la Galicie orientale mais, comme nous l'avons déjà dit, ils y étaient entrés en dehors des élections. Ils n'avaient d'ailleurs pas conservé leurs anciennes enseignes politiques, mais s'étaient unis en un seul club, dit le «Club du Travail Constitutionnel».

Il est évident que les résultats des élections pour toute la Galicie différaient sensiblement de ceux obtenus dans les villes. En effet, dans les villes la première place revenait à l'Union Populaire Nationale qui y avait obtenu 36,83% de voix, et la deuxième — aux socialistes qui avaient obtenu 35,80% de voix, donc beaucoup plus que dans l'ancienne zone de l'occupation russe. La troisième place revenait aux «catholiques populaires» avec 3,17% de voix.

En Posnanie, la situation était tout autre. Tout d'abord, un bloc y avait été formé par tous les groupements polonais qui déployaient alors leur activité et avaient l'appui des masses. A l'exception du Parti Socialiste Polonais, faisaient partie de ce bloc: le Parti National-Démocrate, l'Union Populaire Nationale, l'Union Nationale Ouvrière, le Parti Bourgeois National et le Centre National. Ces partis se présentèrent aux élections comme Union des Partis Nationaux et les députés élus de cette liste adhérèrent ensuite à l'Union Parlementaire Populaire Nationale, mais certains d'entre eux n'y sont pas restés longtemps. La minorité allemande avait presque totalement boycotté les élections, à l'exception d'une partie des social-démocrates. Les résultats des élections démontrèrent l'importance de la Ligue Nationale dans cette région.

Dans la 1^{re} circonscription (Mogilno) les élections n'eurent pas lieu, aucune liste n'ayant été présentée en dehors de celle de l'Union des Partis Nationaux.

Dans les trois autres circonscriptions, «l'Union» obtint au total 97,04% de voix, le Parti Socialiste Polonais 3,38% et les «petites» listes — 0,66%.

Il faut dire aussi que sur les 433 846 voix données dans les 3 circonscriptions de la Posnanie, le Parti Socialiste Polonais n'avait obtenu qu'un peu plus de 10 000, dont 6500 dans la circonscription de Poznań et sur ce chiffre 4300 — dans la ville même de Poznań.

Cependant, il faut indiquer en même temps que dans les circonscriptions de la Posnanie la participation aux élections était plutôt faible, surtout du fait que la minorité allemande les boycottait. Ainsi, dans toute la circonscription de Poznań le nombre des votants ne se montait qu'à 77,6% des électeurs, dans la ville même de Poznań à 62,6% et dans le district de Poznań-Ouest à 94,4%. Le nombre des votants était le plus bas dans le district de Nowy-Tomyśl et atteignait à peine 55,2%.

3. En appréciant d'une manière générale les résultats des élections, il faut constater que les groupements bourgeois en tirèrent le maximum d'avantages possibles. Un examen plus approfondi de la répartition «géographique» des influences des différents groupements indique aussi que la principale force de la bourgeoisie qui forma plus tard l'Union Populaire Nationale réussit à mettre à profit tant bien les forces de la petite bourgeoisie dans les grands centres que les traditions de l'activité culturelle de la démocratie nationale à la campagne, les influences du clergé, etc.

La droite n'obtint pas un pouvoir entier dans la nouvelle Diète mais, en pratique, sans son accord aucune décision ne pouvait y être prise. En outre, la fusion, effectuée très rapidement, de nombreux groupements qui constituèrent l'Union Populaire Nationale menaçait de créer de nouvelles complications vu que les «nationaux-démocrates» voulaient lui imposer leur dictature.²³ Auparavant la Ligue Nationale pouvait beaucoup plus facilement coordonner, par l'intermédiaire de ses partisans, les actions politiques essentielles des différents groupements que leur faire entendre raison dans le cadre d'un seul parti.

²³ Il est hors de doute que la situation était également compliquée du fait des opinions contradictoires se manifestant au sein de l'Union Populaire Nationale au sujet des questions somme toute secondaires et pouvant être écartées si les groupements apparentés étaient d'accord au sujet des questions essentielles. Or, ces différends de peu d'importance suscitaient des difficultés lorsqu'il fallait les résoudre dans le cadre d'un seul parti. Ainsi, par exemple, au cours de la discussion au sujet de la religion que devait professer le futur président de l'Etat, le député Stanisław Gustaw Brun, de confession protestante, sur l'ordre des autorités du parti dut voter pour la prescription établissant que seul un catholique pouvait être président et par cela même, il s'exposa aux reproches de ses coreligionnaires. Ce même député dut aussi se justifier devant les autorités de l'Union Populaire Nationale qui lui demandaient pourquoi il était en rapports suivis avec la famille des Natanson qui était d'origine juive (Ignotus, *Finansjera Warszawska [1870—1925]* [La haute finance de Varsovie], Varsovie 1926, p. 118).

En même temps, les élections mirent en relief la force des groupements politiques respectifs dans les différentes régions du pays. La force de chacun de ces groupements était le résultat des raisons historiques et ce n'est que dans le cadre d'un seul Etat que pouvaient s'opérer de nouvelles transformations. Cependant, il y a un fait qui mérite une attention particulière: le camp de la démocratie nationale qui avait triomphé dans les élections en Posnanie et dans l'ancienne zone de l'occupation russe avait, comme nous l'avons déjà dit, d'importants contacts avec le plus grand parti de la Galicie. Et seule la situation politique générale et la crainte toujours vivace — malgré le résultat des élections — de l'attitude des masses populaires ont fait que la droite sociale tolérait certains mots d'ordre démocratiques et qu'elle les utilisait même en combattant en même temps avec acharnement le mouvement révolutionnaire.

4. C'est pour toutes ces raisons que l'activité politique adoptée par la direction de la Ligue Nationale était alors assez restreinte. Dans les discussions entre ses membres, se répétaient déjà, vers la moitié de l'année 1919, des opinions telles que: «manque de politique essentielle, ce n'est que de la tactique, et encore, une tactique erronée», «seul Piłsudski n'a pas peur du pouvoir et l'exerce», «la dissolution et le découragement règnent dans la Ligue et dans la Démocratie Nationale. Les gens sont surmenés, privés de moyens d'existence et fâchés les uns contre les autres à cause des insuccès et du peu d'efficacité de leur travail», «si Dmowski ne vient pas, c'est qu'il veut probablement anéantir la Démocratie Nationale», «la Démocratie Nationale aurait dû appuyer sincèrement Piłsudski pendant un an ou deux, car c'est indispensable à la stabilisation de la situation», etc.

C'est sur ce fond de mécontentement que se manifestent des mouvements de fronde dans l'Union Populaire Nationale et que se produit une scission dans la Ligue dont on écarte Dubanowicz, Skulski, l'abbé Ludwiczak et Trzciński.

Malgré tout, lorsqu'on veut porter une appréciation sur la situation à cette époque, il serait difficile de dire que la droite sociale ait eu à s'en plaindre. Il est vrai qu'elle n'avait pas un pouvoir absolu et qu'elle était forcée de tolérer des gens et des mots d'ordre qui ne lui étaient pas agréables, mais s'il s'agit de ce qui était le plus important pour elle, c'est-à-dire de l'établissement d'un régime bourgeois en Pologne, elle notait pourtant des succès de plus en plus importants.

D'autre part, cette situation démontre que, malgré toute la faiblesse des forces révolutionnaires, la menace d'une grande révolution était quelque chose de très réel pour les milieux bourgeois les plus évolués au point de vue politique. Ceci prouve une fois de plus les mérites de Piłsudski et des groupes ouvriers et paysans qui le soutenaient pour les forces hostiles non seulement à la révolution, mais aussi à toute démocratie.²⁴

²⁴ Ce fait n'était pas toujours compris de tels ou tels autres représentants des propriétaires fonciers ou de la bourgeoisie, ne le comprenaient pas non plus les militants petits bourgeois de la

Il est difficile de lire sans émotion le compte rendu de la déclaration de Dmowski, faite il est vrai à une date ultérieure, à savoir le 16 mai 1920, lorsque, malgré tout, il reconnut que la situation exigeait son retour en Pologne. Un résumé de cette déclaration, fait par un des auditeurs, est si éloquent que cela vaut la peine de le citer intégralement: «Nous allons vers la liquidation du régime capitaliste dans le monde entier. L'humanité peut reculer, comme elle a déjà reculé plusieurs fois. Il (Dmowski) veut regarder et écouter pendant quelques semaines, sans prendre part à quoi que ce soit. Il ne veut pas aller à la Diète. En ce moment nous ne pouvons guère songer à nous emparer du pouvoir. Par conséquent il faut regarder pour savoir qui est le meilleur et lui prêter aide et soutien. Il faut aider le gouvernant à gouverner et l'empêcher de faire des sottises, sans cela nous agirions au désavantage de l'État. La dictature masquée est une chose naturelle vu cette impossible Diète. Piłsudski a le mérite d'avoir maintenu l'ordre en Pologne et de lui avoir donné un gouvernement quel qu'il soit. Il ne faut pas écarter Patek. Pour le moment, il vaut mieux qu'un autre». ²⁵

Voilà quel était le fond de la pensée du plus éminent des dirigeants de la bourgeoisie polonaise lorsque ne l'écoutaient que 7 des personnes qui lui étaient les plus proches. ²⁶ Je ne pense pas qu'il soit nécessaire d'en tirer des conclusions, elles s'imposent.

démocratie nationale qui ne voyaient que ce qui les séparait des populistes et des socialistes et ce n'est que du point de vue de ces différences qu'ils appréciaient les autres partis. D'ailleurs, il en était ainsi non seulement dans les déclarations officielles, ce qui eût été compréhensible, mais aussi dans les entretiens privés, dont le contenu ne devait pas être publié. D'exemple caractéristique peut servir la lettre de Jan Mars à Jan Rozwadowski du 8 janvier 1920, dans laquelle nous lisons: «Le parti populaire n'est pas un parti mais une bande rapace d'individus rassemblés sous l'égide de la haine vouée aux grandes propriétés, doublée de bolchévisme, de pillage, de vols (Witos donne à sa fille 4 millions de dot). Le parti socialiste, parti en somme international, c'est une doctrine théorique qu'il n'est pas possible de mettre en pratique, car comment peut-on se baser sur le travail et être l'ennemi du capital dirigé de par le monde, comme des pions sur un échiquier mondial, par la franc-maçonnerie qui, elle, s'appuie pourtant sur le capital...» (Ossolineum, manuscrit n° 7948/II, Documents Rozwadowski. Lettres). Cette attitude, typique d'un propriétaire foncier moyen, différait en principe très sensiblement de celle adoptée par les dirigeants les plus éminents des groupements de la droite sociale.

²⁵ Ossolineum, manuscrit n° 8010/II. Documents Rozwadowski. Patek, connu autrefois comme défenseur dans les procès des militants ouvriers, homme politique du parti dit «gauche indépendante», mentionné plusieurs fois dans différentes publications comme un des grands maçons polonais. Il était attaqué d'une manière particulièrement violente par la propagande de la démocratie nationale qui ne pouvait admettre qu'il fût à la tête de la politique étrangère de la Pologne. L'attitude différente prise par Dmowski est donc exceptionnellement caractéristique.

²⁶ Rozwadowski, Seyda, Zdanowski, Jabłonowski, Kiniorski, Niklewicz, abbé Lutosławski. Par conséquent, ce n'était pas une réunion officielle, mais cela vaut la peine de souligner que Dmowski, pour ses effusions politiques, donnait la préférence à ces réunions en petit comité. Comme exemple, il est bon de citer le compte rendu de Jabłonowski qui a assisté à une autre réunion de ce genre en 1926, lorsque Dmowski transformait l'Union Populaire Nationale en Parti National et organisait le Camp de la Grande Pologne: «Il [Dmowski] avait invité alors

5. La compréhension du rôle politique de leurs propres partis commença aussi à s'éveiller de plus en plus chez de nombreux militants ouvriers et paysans lorsque se manifestèrent les premiers effets de l'attitude «parlementaire-démocratique» pratiquée à l'extrême au début de l'existence du jeune Etat polonais. C'est avec une attention toute particulière que l'historien doit suivre la formation, ébauchée précisément vers la moitié du mois de février 1919, du programme très net de l'opposition de gauche, organisée et dirigée par T. Żarski au sein du Parti Socialiste Polonais. L'analyse de la situation internationale et intérieure de la Pologne, telle que la présente l'opposition de gauche, peut évidemment éveiller des doutes sur tel ou autre détail, mais en général, elle doit en imposer par la clarté et la hardiesse de ses énoncés. Surtout l'appréciation de la création et du rôle de notre Etat constitue un apport incontestable à l'acquis général de la pensée politique du prolétariat polonais et, pour cette raison, elle mérite d'être examinée de plus près.

Dans le programme de ce mouvement, nous lisons entre autres:

«La grande guerre a pris fin. Les journaux bourgeois claironnent cette bonne nouvelle. Vaincu, l'esprit du militarisme allemand gît aux pieds de la coalition victorieuse des grandes "démocraties de l'occident" qui apportent la "liberté" au monde, et la "libération", la "paix" aux peuples.

«Ces paroles bassement hypocrites grincent à l'oreille de l'ouvrier.

«Des millions de cadavres, des centaines de milliers de mutilés, des villes détruites et affamées — voilà l'héritage sanglant de la guerre.

« La famine, le chômage, l'exténuation — voilà le don particulier offert au prolétariat polonais.

«Nous avons l'indépendance. Mais cette indépendance, nous ne la devons pas à la victoire de la coalition, nous la devons d'une part aux révolutions russe et allemande et, d'autre part, à l'effort héroïque de l'ouvrier et du paysan polonais. Nous avons l'indépendance, mais nous n'avons pas la liberté parce que, avec l'aide de la coalition victorieuse, les mains viles de la bourgeoisie polonaise s'en sont emparées. Nous avons l'indépendance, mais nous n'avons pas de pain parce que les propriétaires fonciers préfèrent le passer en fraude en Prusse que de le vendre à bas prix à l'ouvrier. Nous n'avons pas de travail parce que personne ne reconstruit nos usines détruites, parce que personne ne se soucie des matières premières et des machines et que la bourgeoisie ne veut pas mettre en marche

chez lui plusieurs anciens compagnons de travail (en dehors de moi: J. Bartoszewicz, Zygmunt Wasilewski, J. Gościcki et B. Wasiutyński) et il nous avait confié ses prévisions concernant le développement ultérieur de la situation en Pologne (il prenait en considération, entre autres, l'accroissement du communisme dans le pays) et il nous disait sur quelles bases, vu le rythme nouveau de la vie dans l'Etat, il fallait appuyer notre activité» (W. Jabłonowski. *Z biegiem lat. Wspomnienie o Romanie Dmowskim [Souvenirs sur Roman Dmowski]*, Częstochowa 1939, p. 43). C'était donc une certaine méthode que de confier ses plans actuels à un groupe d'amis les plus proches en négligeant les institutions officielles dans lesquelles il déployait son activité.

même les usines qui ne sont pas détruites et auxquelles suffiraient les matières disponibles.

« Cette libération, où est-elle ? Où sont les fruits de cette victoire salubre de la coalition, où est ce paradis qu'on nous promettait pendant tant de mois et d'années ?

« Et, en contraste frappant de ces illusions et de ces espoirs, nous nous heurtons à un fait absolument opposé. Non seulement la victoire de la coalition n'a pas donné à l'humanité ce "bonheur", mais la coalition n'est même pas en état de mettre fin à cette guerre et d'en effacer les conséquences »²⁷.

Ces constatations n'entraînent ni la négation de l'Etat polonais ni celle des valeurs de l'indépendance. Après avoir examiné les problèmes les plus essentiels que les masses laborieuses de la Pologne doivent envisager, Żarski déclare :

« Il nous reste encore une chose à examiner — la question de la nationalité. Pour nous, le point de départ dans cette question consiste à reconnaître à chaque nation le droit à l'indépendance. Selon nous, la condition indispensable à la victoire de la révolution sociale, l'élément nécessaire à la dictature du prolétariat — c'est l'indépendance du pays dans lequel cette révolution s'opère. C'est de ce point de vue que nous apprécions les tendances du Parti Socialiste Polonais à l'indépendance de la Pologne et que nous reconnaissons qu'elles sont absolument justes. Cependant, nous constatons en même temps qu'en aucun cas la défense de l'indépendance de la Pologne ne saurait être pour nous synonyme d'un appui accordé au caractère actuel de la Pologne et à ses guerres soi-disant défensives.

« Nous affirmons, en effet, que l'indépendance nous est indispensable, mais cette indépendance n'est complète que lorsque la classe ouvrière elle-même est indépendante et prend le pouvoir en main. Nous affirmons également qu'aucune guerre menée par des gouvernements bourgeois ne peut être défensive parce que ce n'est pas l'indépendance du prolétariat, mais bien celle des capitalistes et du pouvoir bourgeois qu'elle défend et parce qu'elle porte toujours sinon l'empreinte très nette d'une guerre d'agression, du moins certainement son germe.

« Quel est, en effet, le caractère des guerres d'aujourd'hui, menées par le gouvernement polonais ? Là, où il faut défendre les territoires habités par le prolétariat polonais, comme la Silésie de Cieszyn, notre bourgeoisie cède immédiatement le pas et se déclare prête à des compromis, alors que là, où il faut conquérir des terres sur lesquelles se trouvent les biens de nos propriétaires fonciers, comme la Lituanie, la Biélorussie, la Volynie et la Podolie, elle ne recule pas devant une guerre sanglante.

²⁷ M. Iskra, *W sprawie zagadnień programowych PPS* [Au sujet des problèmes de programme du Parti Socialiste Polonais], Varsovie 1919, p. 6.

«Nous sommes donc adversaires des guerres impérialistes menées par des gouvernements bourgeois parce que nous constatons que notre bourgeoisie ne mènerait pas de guerre pour la défense de l'indépendance de la Pologne, mais pour la défense de ses propres intérêts de classe.

«Nous subordonnons entièrement la solution de toutes les questions litigieuses concernant les territoires qui doivent faire partie de la République Socialiste de Pologne, à la volonté du prolétariat, et uniquement du prolétariat habitant ces territoires.

«La communauté des intérêts et la communauté de la lutte menée contre la contre-révolution internationale constituent pour nous une garantie des rapports fraternels entre la République Socialiste de Pologne à laquelle nous tendons, et les Républiques Socialistes voisines.

«Nous devons constater que, nous, nous ne croyons pas à la possibilité d'une "agression socialiste" dirigée contre la Pologne, agression que nuit et jour clament les quotidiens bourgeois désireux de créer une ambiance de guerre... »²⁸.

«... Nous avons déjà constaté que l'indépendance de chaque nation est la condition indispensable à la victoire de la révolution sociale. Il nous reste encore à constater une chose, notamment qu'à mesure où la contrainte impérialiste sera éliminée des rapports entre nations, une union fraternelle des Républiques Socialistes libérées ne manquera pas de s'établir.

«En effet, toutes les nations constituent une seule famille de peuples. Ces peuples sont divisés aujourd'hui par le capitalisme, mais le socialisme les rendra frères. La Fédération des Républiques Socialistes est la forme de l'avenir vers laquelle conduit la voie de la révolution sociale internationale.

«La condition indispensable à cette fédération, c'est l'indépendance qui doit être obtenue pour toutes les nations encore soumises. Car ne peuvent se fédérer

²⁸ Beaucoup moins convaincante, même dans le sens d'une solution pratique de cette question, était l'attitude que l'opposition du Parti Socialiste Polonais avait prise au sujet de la nationalité en général: «Nous devons encore expliquer pourquoi nous laissons la solution du sort de chaque nation entre les mains du prolétariat et ne la confions pas à toute la nation comme l'indique la formule: "chaque nation doit décider de son sort". «Je voudrais constater que je n'ai rien contre le fait que chaque nation décide de son sort. Je considère, cependant, que cette formule est insuffisante, parce qu'elle ne dit pas tout. La formule indiquant que chaque nation doit décider de son sort, je la comprends comme la comprenait le prolétariat polonais lorsqu'il luttait pour l'indépendance. C'est-à-dire qu'il luttait pour l'indépendance non seulement sans l'assentiment des classes possédantes (de "toute la nation"), mais aussi à l'encontre de leur volonté. Il a bien fait, parce que seul le prolétariat est autorisé à décider du sort de la nation, car cette nation s'appuie sur son travail à lui. Ce même principe que nous avons appliqué à nous mêmes, nous considérons nécessaire de l'appliquer également au prolétariat des autres pays. Pour nous, ce ne sont pas les plébiscites qui décident du sort d'une nation donnée, mais la volonté clairement et nettement exprimée du prolétariat qui habite ce pays. C'est d'autant plus juste que nous entrons actuellement dans la période de la révolution sociale et de la lutte du prolétariat de tous les pays pour le pouvoir» (Iskra, *op. cit.*, p. 37).

que des égaux et dans la famille fraternelle des peuples, il ne peut y avoir de place pour deux catégories de nations: celles qui règnent et celles qui sont soumises à d'autres »²⁹.

Le programme de l'opposition du Parti Socialiste Polonais concernant la politique étrangère et intérieure de l'Etat était la conséquence de cette attitude prise à l'égard de notre Etat et de l'indépendance des autres nations. Ce programme prévoyait en particulier une alliance avec les forces révolutionnaires à l'échelle internationale et, avant tout, avec la Russie soviétique, et aussi, la tendance vers la dictature du prolétariat en Pologne, seule voie assurant une pleine libération sociale et nationale des masses populaires. Il prévoyait aussi la formation d'un puissant gouvernement central basé sur les Conseils des Délégués des Ouvriers, une réforme agraire très radicale, etc. En même temps les auteurs de ce programme critiquent violemment l'activité déployée par le Comité Central Ouvrier du Parti Socialiste Polonais aussi bien pendant toute la période qui avait précédé les élections parlementaires qu'à la Diète³⁰.

Il est vrai que l'opposition de gauche dans le Parti Socialiste Polonais était àprement combattue par la direction du parti qui continuait à patauger dans les

²⁹ *Ibidem.*

³⁰ Bien qu'il soit difficile de reconnaître comme entièrement justes les nombreuses affirmations des «oppositionnistes» au sujet des relations entre le prolétariat, la paysannerie et de l'intelligenza, l'attitude générale à l'égard de la politique opportuniste du Comité Central Ouvrier et sa manière d'apprécier la situation après les élections à la Diète mérite d'être prise en considération:

«En raison de la politique de la bourgeoisie, en raison de l'indécision et de la politique empreinte de compromis du Gouvernement Populaire, le prolétariat polonais se trouva maintenant face à la dictature de la bourgeoisie. Il ne faut pas se faire d'illusions. La période que nous vivons actuellement, le gouvernement Paderewski, ce n'est rien d'autre qu'une forte prise en main des rênes du pouvoir par la bourgeoisie qui ne cesse de s'arroger tous les droits. Le caractère "populaire" de la République de Pologne prend de plus en plus la forme du tape-à-l'oeil démocratique qui est caractéristique de la République Française. Il est vrai que certains indiquent la Diète comme facteur décisif, capable de changer l'état de choses d'aujourd'hui.

«Mais nous pouvons dire que si, jusqu'à présent, lors des élections, on pouvait croire que la Diète donnerait au moins une majorité démocratique comme ce fut le cas du Gouvernement Populaire démissionnaire, actuellement doivent se dissiper tous les espoirs non fondés de ce genre.

«A la Diète, aussi bien grâce aux élections que grâce aux nominations, c'est la bourgeoisie qui a obtenu la majorité. Même les paysans, que certains aiment considérer comme susceptibles toujours d'être déçus parce que soumis à leur "jugeote de paysan", ces paysans mêmes ne nous permettent sous ce rapport plus aucune illusion. En effet, ces paysans ce ne sont pas des petits paysans et des paysans sans terre, ces paysans ce sont de gros propriétaires dont la "jugeote" est leur instinct de propriété. Forts de cet instinct et en comptant accroître leurs biens par l'achat de terres pour presque rien, et des sous, ils en ont en suffisance, ils seront toujours prêts à accorder leur appui à la forme bourgeoise de la République de Pologne, tout comme ils ont consenti de prêter leurs voix à l'élection de Trąpczyński comme président de la Diète.

«Par conséquent, du côté de la Diète, nous ne pouvons nous attendre qu'à un renforcement de la dictature de la bourgeoisie, et non à son affaiblissement.

disputes parlementaires et s'efforçait en même temps de dissoudre les Conseils des Délégués des Ouvriers. D'autre part, elle était critiquée par les communistes, et cela pas toujours à juste titre. Néanmoins l'opposition du Parti Socialiste Polonais poursuivait de plus en plus conséquemment la lutte pour le caractère de son parti. Un exemple typique nous en est donné par les débats du XVI^e Congrès du Parti Socialiste Polonais qui a eu lieu au mois d'avril 1919. Lors de ce Congrès, Tadeusz Żarski a dit :

«Je ne critique pas le Comité Central Ouvrier mais la ligne que le parti a suivie sous sa direction. La constitution du Gouvernement Populaire était en contradiction avec les tâches du parti socialiste. Le socialisme ne peut être réalisé que par ceux qui y sont intéressés. Le Gouvernement Populaire a admis dans son sein des représentants de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie, ennemis du socialisme. Cette erreur a entraîné une série d'autres concessions. La première d'entre elles était la démission du gouvernement de Lublin — gouvernement révolutionnaire — au profit du gouvernement varsovien légal. Le système électoral démocratique a aidé la bourgeoisie à stabiliser son pouvoir. Tant que la bourgeoisie dispose de capitaux, la démocratie ne pourra rien faire. Le gouvernement populaire n'a pas fait appel au prolétariat pour qu'il le défende lorsqu'il était menacé. Maintenant, la lutte pour le pouvoir est cent fois plus difficile. Le gouvernement populaire a freiné l'élan révolutionnaire.

«A la Diète, on n'éveillait pas la conscience révolutionnaire. Par des faits on a prouvé la solidarité avec la bourgeoisie lorsqu'on a voté le recrutement et l'alliance avec la coalition. La bourgeoisie polonaise ne sauvegardera pas l'indépendance, elle est toujours prête à la vendre. Il faut lutter avant tout contre la bourgeoisie: c'est là notre principal ennemi intérieur. Il faut préparer le prolétariat au grand éclat, il faut lui expliquer qu'il doit prendre le pouvoir en main.»

Bien qu'on eût mobilisé contre la gauche du parti les orateurs les plus éminents et que parmi les participants au Congrès les membres de la direction du parti, responsables de la politique poursuivie jusqu' alors, eussent été en majorité,

«Et que nous apporte cette dictature au moment où le prolétaire, exténué et privé de travail, attend que ses besoins soient satisfaits immédiatement, besoins qui ne peuvent être satisfaits que par une réforme sociale? Que nous apporte-t-elle au moment où le petit paysan et le paysan sans terre ont besoin d'une aide immédiate, où ils ont besoin de terres qu'ils pourraient travailler? Que nous apporte-t-elle au moment où, en Russie, le prolétariat a déjà remporté la victoire et, en Allemagne, il ne cesse, pas même pour un instant, sa lutte pour la révolution sociale, au moment où, dans les pays de la coalition, le ferment de la révolution commence à s'étendre avec une force irrésistible?

«Elle nous apporte le renforcement de la domination du capitalisme en Pologne, elle nous apporte la stabilisation du régime capitaliste qui est cause de tant de catastrophes et de tant de malheurs de l'humanité.

«Elle nous apporte la naissance de l'impérialisme polonais qui, intransigeant, n'hésite même pas à faire trafic des territoires polonais, elle nous apporte le négoce de notre indépendance au profit de l'impérialisme de la coalition.

la déclaration du programme «réformiste» qui avait d'ailleurs formulé de nombreuses questions d'une manière très radicale, obtint 82 voix sur 125 votants (34 contre et 9 abstentions). L'opposition, bien qu'assez importante, subit cependant une défaite très nette pendant le Congrès: elle fut brisée à l'intérieur du parti qui tendait à éliminer complètement le prolétariat de la vie politique. L'opposition de gauche en Galicie, avec à sa tête Bolesław Drobner, subit un sort semblable lors du Congrès du Parti Social-Démocrate.

Si nous avons examiné ici d'une manière aussi détaillée les disputes intérieures du Parti Socialiste Polonais, ce n'était pas le fait du hasard mais le désir de mettre en relief les transformations qui se sont opérées au sein de cette force politique, responsable dans une très grande mesure du caractère du nouvel Etat polonais, tel qu'il s'était formé au tournant des années 1918 et 1919. Il me semble aussi que de cette manière il est plus facile de nous rendre compte de ce que signifiaient toutes les différenciations que nous avons faites en divisant la société d'une manière schématique selon la politique adoptée par les directions des différents groupements politiques. Et enfin, encore une question, probablement la plus essentielle: parallèlement aux regroupements s'opérant dans la partie du prolétariat qui, au tournant des années 1918 et 1919 a appuyé en pratique, bien que dans une grande mesure à l'encontre de sa conviction, la conception réformiste-«parlementaire» de la politique de la gauche polonaise, s'élaborait lentement, mais conséquemment la juste ligne politique du Parti Ouvrier Communiste Polonais, tronc principal des forces révolutionnaires du prolétariat polonais. En somme, c'était l'annonce de changements beaucoup plus larges et plus profonds, l'annonce de nouveaux regroupements politiques s'opérant à mesure que mûrissait la conscience sociale des masses, l'annonce enfin de luttes plus âpres pour l'avenir de la nation et de l'Etat.

D'une manière très succincte et sans entrer dans le détail, je me suis efforcé de présenter dans cette esquisse les principales lignes qui, selon moi, divisaient, du point de vue politique, la société polonaise. Il est à présumer que, dans ces conditions, je n'ai pas pleinement réussi à présenter les forces des deux grands camps qui se sont réciproquement combattus au tournant des années 1918 et 1919. Cependant, je ne saurais terminer ces considérations forcément fragmentaires, sans dire l'admiration que doivent ressentir tous ceux qui, à travers la lumière obscurcie des sources historiques voient le dynamisme et l'héroïsme de l'avant-garde ouvrière que des conditions particulièrement pénibles n'ont pas empêchée de lutter.

En puisant ses forces dans la longue tradition révolutionnaire du mouvement ouvrier polonais, et pleine d'optimisme dû aux succès de la révolution russe et du mouvement révolutionnaire se manifestant de plus en plus en Europe orientale et centrale, l'avant-garde politique du prolétariat du Royaume vit poindre l'aube d'une proche libération. Mais ses adversaires étaient encore très forts, ils disposaient d'un riche arsenal de moyens contre-révolutionnaires

et mettant à profit le réformisme qui désagrégeait les forces de la classe ouvrière, ils réussirent pendant des années à se maintenir au pouvoir.

Ce n'est qu'en tenant compte de ce qui vient d'être dit et en nous souvenant de l'importance des forces anti-révolutionnaires que nous pouvons examiner les erreurs du mouvement révolutionnaire en Pologne. Mais même si nous totalisons toutes les erreurs que nous avons mentionnées ici et toutes celles, si minimes soient-elles, qui pourraient encore être énumérées par ailleurs et qui ont été commises par la Social-Démocratie du Royaume et de la Lituanie, le Parti Socialiste Polonais — fraction de gauche, le Parti Ouvrier Communiste Polonais et l'opposition du Parti Socialiste Polonais — cela n'enlèverait rien à l'admiration que nous ressentons devant l'attitude héroïque des révolutionnaires polonais des années 1918—1919. Leur défaite temporaire était en réalité une défaite de tout le peuple polonais qui, pour la plupart, leur avait refusé son appui. C'était en même temps l'échec des intérêts nationaux polonais les plus vitaux parce que la Seconde République, au moment de sa formation, portait déjà les germes de toutes ses prochaines faiblesses et insuccès qui la conduisaient directement vers la catastrophe du mois de septembre 1939.

(Traduit par Lucjan Grobelak et Janina Kasińska)